



European Parliament
FORMER MEMBERS
ASSOCIATION

Visite virtuelle de l'AAD en Macédoine du Nord 2020



Secrétariat de l'AAD
Bureau JAN 2 Q 73
Parlement européen
B-1047 Bruxelles
Tel: +322.284.07.03 Fax: +332.284.09.89
E-mail: formermembers@europarl.europa.eu

I. Index	2
II Une histoire brève de la Macédoine du Nord	3
III Système politique en Macédoine du Nord	7
1. Présentation du système politique nord macédonien	8
2. Acteurs politiques nord macédoniens en 2020	17
IV Situation économique en Macédoine du Nord	23
1. La Banque mondiale en Macédoine du Nord - Fiche pays	23
2. Economist Intelligence Unit - Rapport sur pays	29
V État des lieux sur les droits de l'Homme en Macédoine du Nord	37
VI Politique étrangère de Macédoine du Nord	42
1. Relations avec l'UE	
VII La culture de la Macédoine du Nord	48

II Une histoire brève de la Macédoine du Nord

Une brève histoire de la Macédoine du Nord¹

La Macédoine historique ou géographique est divisée entre la République de Macédoine du Nord (38 %), la Macédoine grecque (51 %) et la Macédoine du Pirin (Bulgarie) (11 %). Pour sa population, l'histoire est une source de grande fierté mais aussi un lourd fardeau. L'expérience post-yougoslave a vu la pression existentielle des voisins remettre constamment en question l'identité macédonienne. L'histoire de la Macédoine du Nord est trop complexe pour que l'on puisse y apporter des réponses simples, mais beaucoup ont des opinions bien arrêtées.

Les Macédoniens et les Romains de l'Antiquité

La puissante dynastie macédonienne du roi Philippe II (r 359-336 av. J.-C.) domine les cités-états grecques. Le fils de Philippe, Alexandre le Grand, a répandu la puissance macédonienne en Inde. Après sa mort (323 av. J.-C.), l'empire se dissout au milieu de luttes internes. En 168 av. J.-C., Rome conquiert la Macédoine ; sa position sur la Via Egnatia, de Byzance à l'Adriatique, et l'Axios (fleuve Vardar) de Thessalonique dans la vallée du Vardar, maintenaient les villes prospères.

Le christianisme est arrivé en Macédoine avec l'apôtre Paul. Après la division de l'empire romain en 395, la Macédoine est passée sous la tutelle de la Constantinople byzantine et du christianisme orthodoxe, influencé par la Grèce.

L'arrivée des slaves et des Cars

Les migrations slaves du VII^e siècle ont mêlé les peuples de Macédoine. En 862, deux moines nés à Thessalonique, Saint Cyrille et Saint Méthode, ont été envoyés pour répandre l'orthodoxie et l'alphabétisation parmi les Slaves de Moravie (dans l'actuelle République tchèque). Leur disciple, St Kliment d'Ohrid, a contribué à la création de l'alphabet cyrillique. Avec St Naum, il a propagé l'alphabétisation à Ohrid (la première université slave).

Byzance et les Slaves pouvaient partager une religion, mais pas le pouvoir politique. Des guerres chroniques se déroulent entre Constantinople et l'État bulgare expansionniste de Car Simeon (r 893-927) et Car Samoil (r 997-1014). Après avoir été vaincus dans la Bulgarie actuelle, Prespa et Ohrid en Macédoine sont devenus leurs fiefs. Enfin, l'empereur byzantin Basile II a vaincu Samoil à la bataille de Belasica (près de l'actuelle Strumica, en Macédoine orientale) en 1014, et Byzance a repris la Macédoine.

Plus tard, la dynastie serbe des Nemanjic s'est étendue à la Macédoine. Après la mort de l'empereur Stefan Dušan (r 1331-55), le pouvoir serbe s'affaiblit. Les Turcs ottomans arrivèrent bientôt et régnèrent jusqu'en 1913.

La domination ottomane et la question macédonienne

Les Ottomans ont introduit l'Islam et les colons turcs. Skopje est devenue un centre commercial, et des mosquées, des hammams (bains turcs) et des châteaux ont été construits. Cependant, les Grecs détenaient toujours un pouvoir considérable. En 1767, la Grèce a provoqué l'abolition de l'archevêché d'Ohrid, vieux de 700 ans. Les prêtres grecs ouvrent des écoles et construisent des églises, au grand dam des habitants. La Bulgarie et la Serbie cherchèrent également à s'emparer de la Macédoine. Les lignes sont tracées.

¹<https://www.lonelyplanet.com/north-macedonia/background/history/a/nar/8efe5a07-607f-4d45-80dd-01ab3a047f4d/360131>

En Macédoine, le nationalisme ethnique de l'Europe occidentale se heurte à l'organisation civile des Ottomans par religion (et non par ethnie). Les puissances européennes sont intervenues après la guerre russo-turque de 1877-78, lorsque le traité de San Stefano a attribué la Macédoine à la Bulgarie. Craignant la Russie, les puissances occidentales ont inversé la tendance avec le traité de Berlin, alimentant ainsi 40 ans de conflit supplémentaire.

Bien que la Macédoine soit restée ottomane, la "question macédonienne" a persisté. Diverses puissances des Balkans parrainent des groupes révolutionnaires. En 1893, l'Organisation révolutionnaire interne macédonienne (Vnatrešna Makedonska Revolucionerna Organizacija, ou VMRO) est créée. La VMRO était divisée entre les propagandistes de la "Macédoine pour les Macédoniens" et une aile pro-bulgare.

Lors du soulèvement du jour d'Ilinden (2 août 1903), les révolutionnaires macédoniens ont déclaré la première république démocratique des Balkans, à Kruševo ; elle n'a duré que 10 jours avant d'être écrasée par les Turcs. Bien que le leader Goce Delčev soit mort quelques mois plus tôt, il est considéré comme un héros national macédonien. Le soulèvement est commémoré au monument du soulèvement d'Ilinden à Kruševo.

En 1912, la Ligue des Balkans (Grèce, Serbie, Bulgarie et Monténégro) a combattu la Turquie (la première guerre des Balkans), la Macédoine étant un champ de bataille privilégié. Les Turcs ont été expulsés, mais une Bulgarie insatisfaite s'est retournée contre ses alliés en 1913 (la deuxième guerre des Balkans). Vaincue, la Bulgarie s'est alliée à l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, réoccupant la Macédoine et a infligé de nombreuses souffrances à la population locale.

L'expérience yougoslave

Lorsque la Bulgarie s'est retirée après la Première Guerre mondiale, la Macédoine a été divisée entre la Grèce et le nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Yougoslavie royaliste). Belgrade a interdit le nom et la langue macédonienne, et des acteurs mécontents du VMRO ont aidé les nationalistes croates à assassiner le roi serbe Aleksandar en 1934.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les partisans de Josip Broz Tito ont résisté à l'occupation germano-bulgare et la Yougoslavie socialiste s'est formée en 1945, avec la Macédoine comme république. Certains Macédoniens de souche ont rejoint les communistes qui combattaient les royalistes pendant la guerre civile grecque de 1946-49. La défaite communiste a forcé des milliers de personnes, dont de nombreux enfants (connus sous le nom de begalci, qui signifie "réfugiés"), à fuir la Grèce.

En Yougoslavie, la Macédoine (ainsi que les autres républiques yougoslaves) s'est urbanisée et la grammaire macédonienne a été établie en 1952. Le tremblement de terre de 1963 a détruit environ 65 % de Skopje et la ville a été reconstruite grâce à des dons yougoslaves et internationaux. L'église orthodoxe de Macédoine a été créée en 1967 - le 200e anniversaire de l'abolition de l'archevêché d'Ohrid.

Macédoine du Nord après l'indépendance

Lors d'un référendum en 1991, 74% des Macédoniens ont voté pour la sécession, faisant de la Macédoine la seule république yougoslave à le faire pacifiquement. Cependant, l'armée yougoslave qui se retirait a tout pris, laissant le pays sans défense. Les craintes de la Grèce d'une invasion par le nord semblaient donc sans fondement pour tout le monde sauf pour eux ; néanmoins, la Macédoine

a changé son premier drapeau (avec l'ancienne étoile macédonienne Vergina) pour apaiser Athènes, après avoir déjà accepté un nom "provisoire", l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), afin d'adhérer à l'ONU en 1993. Lorsque les États-Unis (après six pays de l'UE) ont reconnu l'"ARYM" en 1994, la Grèce a annoncé un embargo économique.

Cet embargo paralysant a coïncidé avec les guerres dans d'autres États de l'ex-Yougoslavie, créant ainsi des conditions idéales pour la mise en place de programmes de haut niveau pour la contrebande de carburant et d'autres marchandises. La période de "transition" des années 1990 a créé une oligarchie politico-économique au milieu de privatisations douteuses, de faillites délibérées d'entreprises publiques et de systèmes pyramidaux suspects.

Pendant la crise du Kosovo de 1999 et le bombardement de la Serbie par l'OTAN, la Macédoine a abrité plus de 400 000 réfugiés albanais du Kosovo. En 2001, Ushtria Çlirimtare Kombetare (UÇK ; Armée de libération nationale) a été créée pour réclamer l'égalité des droits pour l'importante minorité ethnique albanaise de Macédoine, ce qui a amené le pays au bord de la guerre civile. L'accord-cadre d'Ohrid, qui a mis fin au conflit, a accordé aux Albanais des droits en matière de langues minoritaires et de symboles nationaux, ainsi que des quotas de recrutement dans le secteur public.

Pour les Macédoniens ce conflit était une défaite humiliante. Les Albanais y ont vu le premier pas vers une fédération ethnique à part entière. Les puissances étrangères ont fait valoir que cela pourrait bien se produire, si la Macédoine ne peut adhérer à l'OTAN et à l'UE.



III Système politique en Macédoine du Nord

1. Présentation du système politique nord macédonien

2. Acteurs politiques nord macédoniens en 2020

Présentation du système politique nord macédonien

Pendant longtemps, la Macédoine du Nord a été considérée comme une réussite relative dans la région : pas de conflits majeurs, un processus de construction de l'État assez réussi, et pas de problèmes de territoire.²

Après des années de dévouement à l'accord d'Ohrid - l'accord de paix conclu en 2001 entre le gouvernement de Macédoine du Nord et les Albanais de souche - et de mise en œuvre de réformes, le pays a reçu le statut de candidat à l'UE en décembre 2005. Les promesses d'adhésion à l'UE et à l'OTAN (en 2008, les critères d'entrée dans l'OTAN étaient remplis) sont des outils importants pour unir les Macédoniens aux minorités albanaises. Toutefois, malgré la médiation des Nations unies, le différend de longue date avec la Grèce au sujet de son nom a fait stagner le processus d'intégration à l'UE et l'adhésion à l'OTAN, la Grèce ayant opposé son veto à l'ouverture des négociations d'adhésion. C'est au cours des négociations d'adhésion que l'UE a le plus de poids et d'influence sur les réformes structurelles et durables - par exemple sur l'État de droit et les droits fondamentaux - dans un État candidat.

En outre, le parti conservateur au pouvoir, le VMRO-DPMNE de Nikola Gruevski, au pouvoir entre 2006 et 2016, a abusé de l'absence de progrès sur la voie européenne pour établir un régime autoritaire et s'engager dans un projet nationaliste de construction identitaire. Défendant leurs activités sous le slogan "au moins nous avons construit quelque chose", le gouvernement a investi des centaines de millions d'euros dans la construction de statues, de fontaines et de bâtiments en marbre de style grec, transformant la capitale en un parc à thème.

Dans le contexte du nationalisme, les conflits ethniques influencent le paysage politique. En raison de la demande pour que la langue albanaise soit la deuxième langue officielle utilisée par le gouvernement, et des tentatives du leader de l'opposition Zoran Zaev de former une coalition avec les partis ethniques albanais, la situation en Macédoine du Nord est loin d'être stable. Par exemple, après les élections de 2014, un profond conflit politique a éclaté à la suite d'un scandale d'écoutes téléphoniques du gouvernement. Le Bureau spécial des poursuites (SJO) a mené l'enquête sur les écoutes téléphoniques et a porté des accusations contre de hauts fonctionnaires du gouvernement, dont le premier ministre et le ministre de l'intérieur. Le Premier ministre Nikola Gruevski a démissionné le 15 janvier 2016 en raison des tensions politiques. De nouvelles élections législatives ont eu lieu le 11 décembre 2016.

L'accord de Pržino conclu entre les partis au pouvoir et l'opposition, sous la médiation de l'UE, a en outre déterminé que le SDSM participerait au gouvernement de transition qui devait préparer des élections libres et équitables. La mise en œuvre de l'accord de Pržino s'est révélée très difficile et les élections anticipées ont été reportées à décembre 2016. Le parti de Gruevski est resté le plus important avec 39% des voix, ce qui se traduit par 51 (-10) sièges au Parlement. Le SDSM a amélioré son résultat en remportant 38 % des voix ou 49 sièges (+15). Les partis albanais Union démocratique pour l'intégration (DUI) avec 10 sièges (-9) et le nouveau venu Besa avec 5 sièges détiennent la clé de la formation du nouveau gouvernement qui a besoin de 61 sièges pour être majoritaire. Étonnamment, les partis albanais, sous la pression du premier ministre albanais Edi Rama (Parti socialiste d'Albanie, SPA), ont réussi à mettre de côté leurs divergences marquées et à développer un programme commun d'intérêts albanais en Macédoine, comme l'adoption de l'albanais comme langue officielle. L'acceptation de cette plate-forme commune a été fixée comme condition à la fois

² <https://www.europeanforum.net/countries/north-macedonia>

au VMRO-DPMNE et au SDSM pour toute coalition avec un parti albanais. Le président Ivanov a donné le mandat à M. Gruevski qui a essayé, sans succès, de former un gouvernement. Après que le parti suivant dans la file pour former un gouvernement, le SDSM, ait fourni les signatures d'une majorité de députés soutenant leur option, Ivanov a refusé de remettre le mandat au leader du SDSM, Zaev. Ivanov a fait valoir que la coalition autour de Zaev mettrait en danger la stabilité et la souveraineté de la Macédoine. Cela a encore aggravé la crise politique. Finalement, l'UE et les Etats-Unis ont fait fortement pression sur Ivanov pour qu'il respecte la majorité du parlement et laisse le SDSM former un gouvernement. Finalement, six mois après les élections, le SDSM a formé un gouvernement avec les partis albanais. Les espoirs sont grands avec la nomination de Zaev au poste de Premier ministre. Dans le même temps, les ressources sont limitées. Avec une économie en difficulté, il sera difficile de mettre en œuvre des politiques socio-économiques de gauche. À court terme, des progrès peuvent être réalisés en ce qui concerne l'intégration à l'UE (bloquée pendant des années par la Grèce en raison de la question du nom), les droits de l'homme et la liberté de la presse. Les acteurs internationaux doivent soutenir fermement la réalisation de ces objectifs.

L'Exécutif

Le président de la République de Macédoine du Nord représente la République de Macédoine du Nord et est le commandant en chef de ses forces armées.³ Le président de la République de Macédoine du Nord:

- désigne un mandataire pour constituer le gouvernement de la République de Macédoine du Nord ;
- nomme et révoque par décret les ambassadeurs et autres représentants diplomatiques de la République de Macédoine du Nord à l'étranger ;
- accepte les pouvoirs et les lettres de rappel des représentants diplomatiques étrangers ;
- propose deux juges pour siéger à la Cour constitutionnelle de la République de Macédoine du Nord ;
- propose deux membres du Conseil judiciaire de la République ;
- nomme trois membres au Conseil de sécurité de la République de Macédoine ;
- propose les membres du Conseil pour les relations interethniques ;
- nomme et révoque les autres titulaires de fonctions publiques et de fonctions d'État déterminées par la Constitution et la loi ;
- accorde les décorations et les distinctions honorifiques conformément à la loi ;
- accorde des grâces conformément à la loi ; et
- exerce d'autres fonctions déterminées par la Constitution.

Le président n'a aucune influence sur la composition du gouvernement, qui est du ressort du Premier ministre et de l'Assemblée nationale. Le président est le commandant en chef des forces armées, il nomme et révoque le chef d'état-major de l'armée de la République de Macédoine du Nord, il nomme et révoque les généraux. Il est également président du Conseil de sécurité de la République de Macédoine du Nord.

Le président de la République est élu pour un mandat de cinq ans lors d'élections générales directes à bulletin secret. Une personne peut être élue Président de la République deux fois au maximum. Le Président de la République est un citoyen de la République de Macédoine. Une personne peut être élue Président de la République si elle est âgée d'au moins 40 ans le jour de l'élection. Une personne ne peut être élue Président de la République si, le jour de l'élection, elle n'a pas résidé en République de Macédoine pendant au moins dix ans au cours des quinze dernières années.

³ <http://pretsedatel.mk/>

Législation nationale

L'Assemblée de la République de Macédoine est un organe représentatif des citoyens et le pouvoir législatif de la République lui est dévolu.⁴ L'Assemblée adopte les lois sur les sessions, et la majorité nécessaire pour l'adoption est stipulée dans la Constitution de la République de Macédoine. Le droit de proposer l'adoption d'une loi est donné à chaque représentant de l'Assemblée, au gouvernement de la République et à un groupe d'au moins 10 000 électeurs (instances autorisées). L'initiative de l'adoption d'une loi peut être donnée aux instances autorisées par tout citoyen, groupe de citoyens, institution ou association. La procédure d'adoption des lois est stipulée dans le règlement intérieur de l'Assemblée. Selon le Règlement, les instances autorisées soumettent la proposition de loi au Président de l'Assemblée. Le Président de l'Assemblée, immédiatement et au plus tard dans les trois (3) jours ouvrables à compter du jour de la soumission, la distribue aux membres du Parlement, par écrit ou sous forme électronique, et par cela la procédure législative commence.

Selon la Constitution, l'Assemblée de la République de Macédoine est composée de 120 à 140 représentants. Les représentants sont élus lors d'élections générales, directes et libres et au scrutin secret.⁵ Les représentants à l'Assemblée sont élus pour un mandat de quatre ans. L'Assemblée de la République de Macédoine :

- adopte et modifie la Constitution ;
- adopte les lois et donne l'interprétation authentique des lois ;
- détermine les taxes et les droits publics ;
- adopte le budget et la balance des paiements de la République ;
- adopte le plan d'aménagement du territoire de la République ;
- ratifie les accords internationaux ;
- décide de la guerre et de la paix ;
- prend des décisions concernant toute modification des frontières de la République ;
- décide de l'association et de la dissociation de toute forme d'union ou de communauté avec d'autres États ;
- émet un avis de référendum ;

Élections

Les dernières élections devaient avoir lieu le 12 avril 2020 et ont donc été reportées en raison de la pandémie de coronavirus. Ces élections auront le 15 juillet. Un récent sondage d'opinion a montré que le parti au pouvoir est au coude à coude avec son principal adversaire et que le campus de l'ethnie albanaise aura un rôle essentiel à jouer dans la formation du prochain gouvernement.

Ces élections législatives éclair ont été déclenchées par l'action commune des chefs de partis à l'Assemblée, mécontents du fait que la Macédoine du Nord n'ait pas obtenu de date pour engager des négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Des tensions sont apparues après que le président français Macron se soit opposé à l'élargissement à la Macédoine du Nord et à l'Albanie. Des enquêtes ont montré que le recul du début des négociations d'adhésion à la fin de l'année 2019 a entraîné une baisse de la croyance des Nord-Macédoniens dans l'adhésion du pays à l'UE et que

⁴ <https://www.sobranie.mk/legislative-procedure.nspx>

⁵ <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/36714/70972/F511737559/MKD36714%20Eng.pdf>

l'adhésion à l'UE est la question numéro un dont les politiciens devraient cesser de parler autant, bien que 80 % de la population soit favorable à l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'UE.⁶

Les élections présidentielles se sont déroulées du 21 avril au 5 mai 2019. Les résultats ont montré que le candidat social-démocrate Stevo Pendarovski a remporté 51,66 % des voix contre la nationaliste Gordana Siljanovska Davkova qui a recueilli 44,73 % de l'ensemble des voix. L'une des principales causes de désaccord entre les deux candidats a été le changement de nom de la Macédoine en Macédoine du Nord, auquel Davkova s'est opposé. La Grèce a opposé son veto à l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'OTAN pour cette raison, affirmant que cela ouvrait la porte à des revendications territoriales.

Élections juillet 2020⁷⁸

La Macédoine du Nord a voté le 15 juillet des élections législatives anticipées. Initialement prévue pour le 12 avril, mais reportée en raison de l'épidémie de pandémie de coronavirus (COVID-19). Ces élections étaient très importantes et significatives car il s'agissait des premières élections générales depuis l'accord de Prespa qui a changé constitutionnellement le nom du pays et depuis que la Macédoine du Nord a rejoint l'OTAN et a été invitée à entamer les négociations d'adhésion à l'UE plus tôt cette année.

L'alliance dirigée par l'Union social-démocrate de Macédoine (SDSM) au pouvoir a obtenu **35,89%** de tous les votes pour remporter le vote parlementaire anticipé de la Macédoine du Nord le 15 juillet. Le SDSM pro-UE, au pouvoir depuis juin 2017, était dans une alliance électorale avec le mouvement de centre-droit albanais de souche BESA, ainsi que des représentants et partis des communautés turque, bosniaque, romaine, ulah et serbe. L'alliance a obtenu **46 sièges** au parlement, selon les données publiées par la Commission électorale d'État de Macédoine du Nord (DIK).

L'alliance dirigée par l'opposition Organisation révolutionnaire macédonienne interne - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO-DPMNE) a remporté **34,57%** des voix et **44 sièges**. L'Union démocratique pour l'intégration (DUI) a remporté **15 sièges** avec **11,48%** des voix, tandis que l'Alliance d'opposition pour les Albanais a obtenu **8,95%** des voix et **12 sièges**.

Le parti socialiste La gauche a remporté **deux sièges** au parlement avec **4,1%** des voix, tandis qu'un autre parti d'opposition, le Parti démocratique des Albanais, a obtenu un siège avec **1,53%** des voix sondées. Trois partis politiques turcs ont également participé aux élections, le Parti démocratique turc et le Parti du mouvement turc faisant partie de l'alliance dirigée par le SDSM, et le Mouvement d'unité nationale turque rejoignant l'alliance dirigée par VMRO-DPMNE.

Les données ont montré que **943 750 personnes** ont voté aux élections, soit **52%** des plus de 1,81 million d'électeurs inscrits du pays, soit un taux de participation nettement inférieur au taux de participation de 66% aux dernières élections générales de 2016. Le vote s'est déroulé sur trois jours en raison de la pandémie de coronavirus, les personnes âgées, les patients et les personnes diagnostiquées avec le COVID-19 pouvant voter depuis leur domicile ou leur hôpital les 13 et 14 juillet.

On voit que les sociaux-démocrates (SDSM) sont revenus au pouvoir lors de cette élection. Le Parti social-démocrate pro-occidental a formé sa coalition avec un parti albanais plus petit, l'Union

⁶ <https://balkaninsight.com/2020/03/16/north-macedonia-parties-almost-level-before-election-survey/>

⁷ <https://www.aa.com.tr/en/europe/ruling-partys-alliance-wins-north-macedonia-vote/1922458>

⁸ <https://www.aa.com.tr/en/analysis/analysis-corona-elections-in-north-macedonia-produce-ambivalent-results/1918757>

démocratique pour l'intégration, également appelé DUI. Avec eux, le SDSM a 61 sièges, pour cette raison, un autre député du petit Parti démocratique des Albanais (DPA) rejoindra également la majorité au pouvoir avec une voix, ce qui leur permettra d'obtenir un total de 62 sièges au parlement. L'Union démocratique d'Ali Ahmeti a renoncé à sa précédente revendication pré-électorale pour un Premier ministre albanais. Cependant, les deux partenaires ont convenu que le DUI nommerait un Premier ministre albanais 100 jours avant les prochaines élections générales. « Je tiens à féliciter Ahmeti pour la sagesse montrée lors des pourparlers de coalition, le tout pour assurer un meilleur avenir pour le pays et ses citoyens », a déclaré Zaev lors d'une conférence de presse après des discussions avec Ahmeti. Ce qui est intéressant, c'est l'échange entre l'ancien ministre des Affaires étrangères, Nikola Dimitrov et l'ancien vice-Premier ministre en charge de l'intégration européenne, Bujar Osmani. Dimitrov a maintenant assumé le poste d'Osmani, permettant à Osmani, du DUI, de devenir le tout **premier ministre des Affaires étrangères albanais de Macédoine du Nord**.

Artan Grubi du DUI a également été nommé premier vice-premier ministre. Le poste est considéré comme le résultat d'un compromis entre les partenaires de l'alliance lors des pourparlers gouvernementaux qui vise à apaiser la demande initiale du DUI pour que le pays ait un Premier ministre de souche albanaise⁹.

La petite avance des sociaux-démocrates pourrait provoquer une situation instable au parlement, bien que Zoran Zaev du SDSM et Ali Ahmeti de DUI aient confirmé un accord positif et ont déclaré que ce gouvernement serait l'un des plus réussis à ce jour¹⁰.

Pour plus d'informations sur la [MISSION D'ÉVALUATION DES ÉLECTIONS SPÉCIALES DU BIDDH](#), veuillez cliquer sur le lien (*info disponible en anglais uniquement*).

Gouvernement national

Le pouvoir exécutif est confié au gouvernement de la République de Macédoine du Nord.¹¹ Le gouvernement exerce ses droits et ses compétences sur la base et dans le cadre de la Constitution et de la loi. Le gouvernement est composé d'un Premier ministre et de ministres. Le Premier ministre et les ministres ne peuvent pas être représentants à l'Assemblée. Le gouvernement est élu par l'Assemblée sur proposition du mandant et sur la base du programme par un vote à la majorité du nombre total de représentants.

Le gouvernement de la République de Macédoine du Nord :

- détermine la politique d'application des lois et autres règlements de l'Assemblée et est responsable de leur exécution;
- propose les lois, le budget de la République et les autres règlements adoptés par l'Assemblée;
- propose un plan spatial de la République;
- propose des décisions concernant les réserves de la République et veille à leur exécution;
- adopte des règlements et d'autres actes pour l'exécution des lois;
- fixe les principes de l'organisation interne et du travail des ministères et autres organes administratifs, en dirigeant et en supervisant leur travail;
- procède à l'évaluation des projets de loi et autres actes soumis à l'Assemblée par d'autres organes autorisés;
- décide de la reconnaissance des États et des gouvernements;

⁹ <https://balkaninsight.com/2020/08/31/north-macedonia-parliament-confirms-zaevs-return-as-pm/>

¹⁰ <https://balkaninsight.com/2020/08/18/zoran-zaev-to-lead-north-macedonias-government-again>

¹¹ <https://vlada.mk/?ln=en-gb>

- établit des relations diplomatiques et consulaires avec d'autres États;
- prend les décisions relatives à l'ouverture de bureaux diplomatiques et consulaires à l'étranger;
- propose la nomination des ambassadeurs et des représentants de la République de Macédoine à l'étranger et nomme les chefs des bureaux consulaires;
- propose le procureur général;
- nomme et révoque les titulaires de fonctions publiques et autres déterminées par la Constitution et les lois.
- exerce d'autres fonctions déterminées par la Constitution et la loi.

Principaux partis politiques¹²

Union social-démocrate de Macédoine, SDSM

(46/120 Sièges)¹³



L'Union sociale-démocrate de Macédoine se définit comme un parti de centre-gauche appartenant à l'idéologie social-démocrate. Il a été fondé le 21 avril 1991 lors d'un congrès du parti en tant que successeur légal de la Ligue des communistes de Macédoine - Parti pour le changement démocratique (SKMPDP). Cette même année, le parti a changé son nom en SDSM et son idéologie de communiste à social-démocrate. Il a participé à toutes les élections législatives et locales depuis que la République de Macédoine du Nord a accédé à l'indépendance. En 1992, après la dissolution du premier gouvernement expert, le SDSM a reçu le mandat de former le premier gouvernement politique de la République de Macédoine bien qu'il n'ait pas eu la majorité à l'Assemblée.

Depuis les dernières élections locales de 2017, le SDSM est au pouvoir dans 57 communes sur 80 et dans la ville de Skopje.

Aux élections législatives de 2020, le SDSM dirige la coalition « We Can », y compris le parti politique Besa Movement, qui est la première coalition pré-électorale entre les partis politiques du bloc macédonien et albanais.

¹² <https://balkaninsight.com/2016/11/21/macedonia-key-political-parties-11-21-2016/>

¹³ https://drive.google.com/file/d/1WU-xSUKFCM_Zn66fBhtUmeE86Txcjn2s/view

VMRO DPMNE, Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (44/120 sièges)



Le parti politique VMRO-DPMNE (Organisation révolutionnaire macédonienne interne - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne) se définit comme un parti populaire de centre droit enraciné dans l'idéologie chrétienne-démocrate. Depuis que la République de Macédoine du Nord a accédé à l'indépendance, le VMRO-DPMNE est l'un des deux principaux partis politiques. Il a participé à presque toutes les élections législatives et locales, à l'exception des élections législatives de 1994, où il a boycotté le second tour.

Le VMRO-DPMNE a formé le gouvernement pour la première fois après les élections législatives de 1998, après avoir remporté 49 sièges en coalition avec l'Alternative démocratique (13 sièges), le PDPA-NDP (plus tard le DPA; 11 sièges) et plusieurs petits partis. Le VMRO-DPMNE est resté au pouvoir jusqu'en 2002, mais pendant le conflit, entre mai et novembre 2001, un gouvernement de large coalition a été établi, comprenant des ministres du SDSM et du LDP.

Aux élections législatives de 2020, VMRO-DPMNE était le chef de la coalition « Renouveau de la Macédoine », qui comprend, entre autres, l'Option citoyenne pour la Macédoine (GROM), le Mouvement pour l'Union nationale turque, le Parti démocratique des Serbes en Macédoine, Parti démocratique des Roms, Forces démocratiques des Roms, Action macédonienne (MAAK).

Union démocratique pour l'intégration, DUI (15/120 sièges)



Des anciens membres de l'Armée de libération nationale (ALN), qui a lancé le conflit armé en 2001, ont créé l'Union démocratique pour l'intégration. Idéologiquement, DUI se proclame comme parti de centre-gauche luttant pour plus de droits pour les Albanais et la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Ohrid. Le parti a été créé en 2002 et s'est présenté aux élections législatives pour la première fois la même année, remportant la majorité des voix de l'électorat albanais et obtenant ainsi 16 sièges de députés. Aux élections législatives de 2016, DUI a obtenu un résultat significativement bas et n'a remporté que 10 sièges de députés, en partie en raison de l'émergence des partis Alliance pour les Albanais et BESA, ainsi que de la migration des électeurs vers le SDSM. En 2020, par rapport à 2016, DUI a encore augmenté de cinq son nombre de sièges.

L'Alliance pour les Albanais¹⁴ (12/120 sièges)



L'Alliance pour les Albanais est un parti politique de centre-droit fondé en 2015 en République de Macédoine et dirigé par le député Ziadin Sela. Le parti a pour objectif principal la réalisation de la pleine égalité nationale entre les Albanais et les Macédoniens dans tous les domaines, des investissements à la représentation institutionnelle, en passant par l'accès équitable aux institutions de l'État, l'emploi, les infrastructures et l'augmentation du niveau

¹⁴ <https://www.aleanca.eu/en/about-us/>

de sensibilisation nationale. L'Alliance pour les Albanais s'est présentée pour la première fois au niveau municipal en Macédoine lors des élections locales de novembre 2017. Consciente des nombreux défis auxquels notre société est confrontée dans une transition socio-économique prolongée, l'Alliance pour les Albanais s'efforce et croit en un modèle de gouvernance multiethnique, européenne, démocratique et sociale qui peut et doit garantir une vie meilleure pour tous citoyens, comme condition préalable au développement économique durable et à la stabilité politique..

Levica-La Gauche

(2/120 Sièges)



La gauche est un parti politique créé à la fin de 2015. Le parti adhère à l'idéologie de gauche et lutte pour les valeurs de gauche, telles que l'anticapitalisme, l'anti-nationalisme, l'anti-militarisme, l'anticléricalisme et l'anti-conservatisme. Le parti se concentre sur les droits des travailleurs et les droits humains fondamentaux. Il défend principalement les droits des pauvres, des défavorisés, des

marginalisés et des privés de leurs droits. La gauche a couru à lui seul aux élections de 2016 et a remporté 12 120 voix (1,02%). Aux élections locales de 2017, le parti a réussi à remporter trois sièges de conseiller, un au conseil municipal de Skopje et deux dans les municipalités de Karpoš et Rosoman.

La création du parti politique de gauche a été initiée par des membres du Mouvement pour la justice sociale «Lenka», des membres du mouvement de gauche «Solidarité» et des membres du Parti communiste de Macédoine, des syndicalistes, des militants et des individus de gauche.

Parti démocratique des Albanais, DPA

(1/120 sièges)



Le Parti démocratique des Albanais a été créé en juin 1997 à la suite de l'unification du Parti pour la prospérité démocratique des Albanais (PDPA) et du Parti démocratique populaire (NDP). Le PDPA a été créé en 1994, après que l'aile radicale du Parti pour la prospérité démocratique (PDP) sous Arben Xhaferi et Menduh Thaçi ait quitté le parti mère. La DPA s'identifie comme un parti de centre-droit et préconise davantage de droits des Albanais en Macédoine du Nord, ainsi qu'une redéfinition du cadre constitutionnel défini par l'Accord-cadre d'Ohrid. Le président de la DPA est Menduh Thaçi. Il a été élu à ce poste le 30 juin 2007 après la démission de son prédécesseur, Arben Xhaferi

III Système politique en Macédoine du Nord

1. Présentation du système politique nord macédonien
- 2. Acteurs politiques nord macédoniens en 2020**

Acteurs politiques nord macédoniens en 2020

Le président: Stevo Pendarovski



Date de naissance: 3 Avril 1963

Lieu de naissance: Skopje, Macédoine du Nord

Formation¹⁵

2006-2008 Doctorat sur "Politique étrangère et de sécurité de l'UE et petits États : Cadre du discours national", Institut de recherche politique, juridique et sociologique, Université Ss. Cyril et Methodius, Skopje

2004-2006 M.A. en "Nouvelle géopolitique de la République de Macédoine : Contradictions entre les matrices communistes et transitoires", Institut de recherche politique, juridique et sociologique, Université Ss. Cyril et Methodius, Skopje

1983-1987 B.A. Faculté de droit "Iustinianus Primus", Université Ss. Cyril et Methodius, Skopje

Expériences professionnelles (universitaires, recherche, autres)

Depuis 2012 Professeur associé à l'University American College de Skopje

2008-2012 Professeur assistant à l'University American College de Skopje

Tâches administratives

2005-2009 Conseiller principal en politique étrangère auprès du président de la République de Macédoine

2004-2005 Président de la Commission électorale d'État

2001-2004 Conseiller à la sécurité nationale auprès du président de la République de Macédoine

1998-2001 Chef du département d'analyse et de recherche au ministère de l'intérieur

Il est actuellement coordinateur pour l'adhésion à l'OTAN au sein du gouvernement.¹⁶

¹⁵ <https://www.uacs.edu.mk/home/wp-content/uploads/2016/05/Stevo-Pendarovski-CV-1.pdf>

¹⁶ <https://en.albanianews.it/topic/stevo-pendarovski>

Premier ministre - Zoran Zaev¹⁷



Date de naissance: 08.10.1974

Lieu de naissance: Strumica, Macédoine du Nord

Éducation

En 1997, Zaev est diplômé de la Faculté d'économie de l'Université de Skopje «Saint-Cyrille et Méthode» où il a poursuivi ses études de troisième cycle en économie monétaire et en finance.

L'expérience professionnelle

Inspiré par le succès commercial de son oncle, il a immédiatement commencé à travailler dans une société commerciale familiale - "Trgoproduct", où il a accédé au poste de direction en 5 ans. De plus, il a été membre de plusieurs conseils d'administration d'entreprises, de banques et d'entreprises publiques.

Zoran Zaev est membre du parti de l'Union social-démocrate de Macédoine (SDSM) depuis 1996, tandis qu'au cours de la période 2003-2005, il était député à l'Assemblée de la République de Macédoine.

En 2006, il a été élu vice-président du Comité central du SDSM; en 2008, il est devenu le président par intérim du parti.

Depuis 2013, Zoran Zaev est le chef du SDSM.

En tant que chef de l'opposition politique dans le pays, Zoran Zaev est devenu le synonyme de bravoure et le leader de la lutte pour la justice, la liberté et la démocratie.

En février 2015, Zaev a lancé le projet « La vérité sur la Macédoine » en publiant le matériel mis sur écoute dévoilant les activités criminelles du gouvernement dirigé par Gruevski. La résistance contre le gouvernement autocratique s'est poursuivie avec son rôle actif et celui du SDSM dans le Freedom Camp, qui était un mouvement de protestation attiré par The Citizens for Macedonia - coalition informelle de partis politiques et d'organisations civiques travaillant conjointement pour restaurer la démocratie dans la société et revitaliser les institutions publiques au service des citoyens.

Le 17 mai 2015, ce mouvement a organisé la plus grande manifestation non partisane et civique de Skopje avec plus de 100 000 citoyens devant le gouvernement. Zoran Zaev a créé et promu le concept d '"Une société pour tous", en tant que mosaïque de vie commune de diverses cultures et communautés du pays, annonçant ainsi le développement futur de la Macédoine du Nord en tant que lieu de vie de tous indépendamment de l'ethnie, politique ou autre. Ce concept fédérateur a été le moteur de la victoire du SDSM aux élections législatives de 2016, pour la victoire convaincante aux élections locales de 2017 ainsi que pour la victoire de Stevo Pendarovski aux élections présidentielles de 2019.

Après « l'accord de Przino » et les élections législatives de 2016, suivies d'une période difficile de troubles politiques, y compris l'incident violent au Parlement, le 31 mai 2017, Zoran Zaev a été élu Premier ministre de la République de Macédoine et a obtenu le mandat des citoyens pour diriger le nouveau gouvernement axé sur la réforme.

À la fin de la deuxième année du mandat du gouvernement de Zaev, la Commission européenne a publié le rapport historiquement le plus positif sur les progrès du pays. Le rapport note les

¹⁷ <https://vlada.mk/node/14652?ln=en-gbs>

profondes réformes menées dans le pays en recourant au dialogue politique et à la coopération avec tous les partis politiques au parlement, en particulier avec l'opposition.

Au début de son mandat, le Premier ministre Zaev a commencé à conduire le pays vers l'intégration euro-atlantique en se concentrant sur la politique de bon voisinage et en restaurant la confiance de nos partenaires stratégiques de l'UE et des États-Unis.

En raison de ces activités intensives en août 2017, l'Accord de partenariat stratégique, d'amitié et de bon voisinage a été signé avec la République de Bulgarie, tandis qu'en juin 2019 à Prespa; l'accord historique avec la République de Grèce a été signé pour résoudre la question du nom de notre pays et pour l'établissement de l'amitié et de la coopération.

Avec les solutions stipulées dans l'Accord de Prespa, notre pays a accepté le nom de République de Macédoine du Nord tandis que la Grèce a reconnu que les citoyens de notre pays ont pleinement le droit de se dire Macédoniens qui parlent la langue macédonienne.

En 2019, le Premier ministre Zaev et son collègue Tsipras ont été officiellement nommés pour le prix Nobel de la paix.

Vice-Premier ministre chargé de l'intégration européenne: Nikola Dimitrov¹⁸



Date de naissance: 30 septembre 1972

Lieu de naissance: Skopje, Macédoine du Nord

Éducation

En 1998, le ministre Nikola Dimitrov a obtenu une maîtrise en droit à l'Université de Cambridge, au Royaume-Uni. En 1996, il est diplômé de la Faculté de droit (Université de Ss. Cyril et Méthode) à Skopje. Il a reçu le prix du «26 juillet» de la Frank Manning Foundation. En 2012, il a suivi une formation professionnelle à la Harvard Kennedy School of Administration.

L'expérience professionnelle

Diplomate professionnel depuis 1996, Dimitrov a une longue carrière diplomatique. Il a été vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Macédoine en 2000 et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire aux États-Unis (2001-2006) et au Royaume des Pays-Bas. Au cours de la période 2009-2014, il a été représentant permanent auprès de l'OIAC.

Au cours de la période 2003-2008, le Ministre Dimitrov a été Envoyé spécial dans les pourparlers visant à surmonter les différences de nom sous les auspices des Nations Unies, tandis qu'au cours de la période 2008-2011, il a été co-représentant de la République de Macédoine devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire contre la Grèce (application de l'accord intérimaire de 1995).

Parmi ses engagements professionnels les plus importants figurent les suivants: Coordinateur national pour l'intégration à l'OTAN (2006-2009), Envoyé spécial du gouvernement pour les intégrations européennes et euro-atlantiques à Bruxelles, Royaume de Belgique (2007-2008), ainsi que comme conseiller à la sécurité nationale auprès du président (2000-2001).

En juin 2017, Dimitrov a été nommé vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères. Les autres activités professionnelles du ministre Dimitrov sont les suivantes: membre éminent de l'Institut de justice mondiale de La Haye, La Haye, Pays-Bas (2014-2017), membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye, Pays-Bas (à partir de 2011), membre de la Advisory Board

¹⁸ <https://vlada.mk/node/17569?ln=en-gb>

EUROPEINC - European Strategies Centre (à partir de 2016), membre du Balkans in Europe Policy Advisory Group, du Fonds européen pour les Balkans et du Centre on SEE Studies de l'Université de Graz, Autriche et membre du conseil d'administration, Integrated Education Foundation (à partir de 2015), et un démonstrateur à la Faculté de droit de l'Université «Ss. Cyrille et Méthode » sur les sujets tels droit public international et droit international des droits de l'homme (1996-2001).

Ministre des Affaires étrangères : Bujar Osmani¹⁹



Date de naissance : 11 septembre 1979

Lieu de naissance : Skopje, Macédoine du Nord

Éducation

Il a obtenu son diplôme à la faculté de médecine de Skopje en 2004. Il a effectué une partie de sa spécialisation en chirurgie pancréatique hépatotoxique à Londres, au Royaume-Uni, au cours de la période 2006-2007, et en 2012, il a reçu le titre de chirurgien spécialiste. Osmani est étudiant en doctorat à l'École des études doctorales de l'Université "St. Cyril and Methodius" de Skopje depuis 2014.

Expérience professionnelle

Osmani a commencé son expérience professionnelle en 2004 en tant que docteur en médecine à la clinique universitaire pour les maladies chirurgicales "St. Naum Ohridski" à Skopje. Cette même année, il a donné des conférences à l'école secondaire de médecine "Dr. Panche Karagazov" à Skopje.

En 2008, il a été nommé ministre de la santé de la République de Macédoine, fonction qu'il exercera jusqu'en 2011. Depuis 2011, il est chirurgien spécialiste à la clinique universitaire de chirurgie digestive de Skopje. En 2011, il a également été nommé secrétaire à la communication publique de la présidence de l'Union démocratique pour l'intégration.

En juin 2017, Osmani a été nommé vice-premier ministre en charge des affaires européennes.

Bujar Osmani est marié, père de deux enfants. Il parle l'albanais (langue maternelle), le macédonien, l'anglais et un peu de français.

¹⁹ <https://vlada.mk/node/14655?ln=en-gb>

La composition des commissions parlementaires a été approuvée le 14 septembre 2020.

La commission des affaires européennes tiendra sa première réunion le 5 octobre 2020.

Président de la commission des affaires européennes / Membre de droit du Conseil national de l'intégration européenne: Dr. Arbr Ademi (DUI)



Le Dr Arbr Ademi est né le 25 septembre 1985 à Kumanovo, dans le nord de la Macédoine. Il a terminé l'école primaire à l'école "Marshali Tito", à Opoja, Lipkovo, dans la période 1992-2000, au lycée au gymnase "Goce Delvec", à Kumanovo, dans les années 2000-2004. Il parle trois langues: l'albanais (langue maternelle), le macédonien et l'anglais. En 2004, il a commencé ses études à la Faculté de droit de l'Université d'État de Tetova, qu'il a terminées avec une note moyenne de 9,74.

Ademi a continué ses études de troisième cycle en droit - droit civil, à la faculté de droit de l'Université d'État de Tetova, avec une note moyenne de 9,85. Dans la période 2011-2015, il a poursuivi ses études doctorales à la Faculté de droit de l'Université de Tirana, Albanie, où il a reçu le titre de docteur en sciences juridiques, avec la thèse de doctorat: *"Résolution des litiges commerciaux avant l'arbitrage commercial international"*.

En 2009, il a occupé le poste de vice-doyen des affaires éducatives à la faculté d'administration des affaires de l'Université de Tetova.

Dans la période avril-octobre 2010, Ademi a occupé le poste de conseiller du ministre du Travail et de la Politique sociale, tandis qu'à partir de juillet de la même année, il a été promu assistant à temps plein à la Faculté de droit de l'Université d'État de Tetova. En 2013, il a été membre du groupe d'experts pour la préparation d'amendements à la législation sur le développement régional équitable, ainsi que membre du groupe de travail pour la préparation de la nouvelle loi sur la procédure administrative générale.

Au cours de la période 2016-2017, il a été vice-premier ministre du gouvernement de la République de Macédoine du Nord, chargé des affaires européennes, et en 2017-2018, premier vice-ministre au ministère de l'Éducation et des Sciences puis ministre de l'Éducation et des Sciences de 2018 jusqu'aux élections en 2020.



Président de la commission de la politique étrangère / Membre de droit du Conseil national de l'intégration européenne: Dr. Milošoski Antonijo

(VMRO-DPMNE)

Né le 29 janvier 1976 à Tetovo. Macédonien.

En 1994, il est diplômé du lycée "M. Milevski", Kicevo, et en 1999 diplômé de la Faculté de droit de Skopje. De 2001 à 2002, il a obtenu un Master en intégration européenne à l'Université Friedrich Wilhelm de Bonn, Allemagne. Depuis novembre 2002, il est doctorant et a obtenu son doctorat en

sciences politiques à l'Université Gerhard Merkator de Duisburg, en Allemagne, où il a travaillé comme chercheur associé jusqu'en 2006, date à laquelle il a été élu pour la première fois député de la République de Macédoine. Il était alors Ministre des affaires étrangères de la République de Macédoine de 2006 à 2011. Il a été chef de la mission d'observation électorale de l'OSCE / BIDDH pour le Bélarus en septembre 2012.

IV Situation économique en Macédoine du Nord

1. La banque mondiale en Macédoine du Nord- Fiche pays

2. Economist Intelligence Unit - Report sur pays

CONTEXTE DU PAYS²⁰

	2019
Population, million	2.1
PIB, en milliards de dollars américains	12.6
PIB par capita en dollars américains	6,058
Espérance de vie à la naissance en années (2018)	76

La résolution historique du différend de longue date avec la Grèce concernant le nom du pays a ouvert de nouvelles perspectives à la Macédoine du Nord. Le pays est actuellement en train d'adhérer à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), tandis qu'à la mi-octobre, il attend une décision du Conseil de l'Union européenne (UE) sur l'ouverture des négociations d'adhésion. La Macédoine du Nord peut utiliser le processus d'adhésion à l'UE pour achever sa transition vers une économie de marché qui fonctionne bien, renforcer ses institutions et l'État de droit, et améliorer la prestation de services et les infrastructures nécessaires. Au cours des deux dernières décennies, sa croissance économique a été la plus stable des Balkans occidentaux, le revenu par habitant a doublé et le pays est passé du statut de pays à revenu moyen inférieur à celui de pays à revenu moyen supérieur. Sa situation géographique stratégique est également un atout majeur, étant donné le potentiel d'exportation largement inexploité de ses secteurs de l'agriculture et des services.

Toutefois, la transition vers une économie de marché performante et inclusive n'est pas encore achevée. La productivité faible et en déclin des entreprises locales, la faiblesse des institutions de l'État et les déficiences de la politique de concurrence et d'investissement et de la réglementation des entreprises continuent de poser de sérieux problèmes structurels. Un cadre juridique compétitif pour les entreprises doit encore se traduire par un secteur privé dynamique capable d'exploiter pleinement la situation géographique du pays. En outre, le gouvernement dispose d'une marge de manœuvre budgétaire limitée pour continuer à stimuler l'économie, et il existe des risques pour la viabilité budgétaire qu'il convient de traiter. Les résultats scolaires sont insuffisants et inégaux, ce qui limite la disponibilité des compétences nécessaires pour répondre à l'évolution des exigences d'une économie moderne et crée des inégalités dans l'accès aux opportunités économiques. Enfin, les menaces climatiques et environnementales, notamment la pollution atmosphérique, doivent être traitées de toute urgence, sous peine de ralentir la croissance économique et d'inverser la réduction de la pauvreté. Le programme de réforme, décrit dans le programme gouvernemental 2017-20, est axé sur la croissance économique, la création d'emplois, une fiscalité équitable, le soutien aux petites et moyennes entreprises et la réforme des protections sociales pour les plus vulnérables. Certaines réformes, telles que l'application de la transparence budgétaire et le renforcement du filet de sécurité sociale, ont déjà été lancées.

L'objectif stratégique du nouveau **cadre de partenariat national** (CPF) pour les années fiscales 2019-23 est de soutenir la capacité de la Macédoine du Nord à atteindre une croissance plus rapide, inclusive et durable et à offrir à ses citoyens de plus grandes possibilités d'une vie meilleure. Le CPF vise à soutenir le programme et la stratégie à moyen terme du gouvernement, qui présentent une vision de croissance économique accélérée avec de meilleures opportunités d'emploi, de cohésion sociale et d'inclusion, et un plan pour s'attaquer aux obstacles persistants. La stratégie du

²⁰ <https://www.worldbank.org/en/country/northmacedonia/overview>

gouvernement est conforme à la vision du Diagnostic Systématique par Pays récemment achevé, qui consiste en une économie nationale mieux connectée et plus dynamique, engagée dans la région et au-delà, tout en assurant son ancrage.

Le nouveau CPF repose sur trois domaines d'intervention interconnectés qui aideront la Macédoine du Nord à atteindre une croissance plus rapide, plus inclusive et plus durable. Le domaine d'intervention I vise à éliminer certains des goulets d'étranglement qui empêchent l'émergence d'un secteur privé dynamique et compétitif en améliorant la connectivité et l'accès aux marchés par des activités qui soutiennent les réseaux commerciaux "durs" et "doux" et renforcent l'adoption technologique, l'innovation, l'accès au financement et les capacités des entreprises locales. Le domaine d'intervention II soutiendra le développement du capital humain et des compétences pour stimuler la productivité du travail et encourager une participation plus inclusive au marché du travail. Le CPF améliorera également la qualité et la pertinence de l'éducation, ainsi que l'accès aux services sociaux et leur qualité. Le domaine d'intervention III soutiendra les efforts visant à atténuer les vulnérabilités budgétaires et environnementales et à renforcer la durabilité en renforçant la gestion des finances publiques et en accélérant la transition vers un ensemble énergétique plus durable dans les domaines où il existe un avantage comparatif important.

La Banque mondiale et la Macédoine du Nord

L'objectif stratégique du cadre de partenariat national (CPF) pour la période allant de 2019 à 2023 est de soutenir la capacité de la Macédoine du Nord à atteindre une croissance plus rapide, inclusive et durable et à offrir à ses citoyens de plus grandes possibilités d'améliorer leur vie.

Engagement clé

La Banque mondiale mobilise plusieurs instruments, tant financiers que d'assistance technique, pour aider les efforts de Macédoine du Nord à gérer et atténuer l'impact de la pandémie COVID-19. En termes d'assistance financière, la Banque aide la Macédoine du Nord à accéder au mécanisme d'urgence accéléré créé pour soutenir la réponse des pays à l'urgence de la COVID-19. Ces fonds, qui devraient être disponibles à la fin du mois, seront utilisés pour répondre aux priorités urgentes du secteur de la santé et protéger les revenus des ménages, en particulier ceux des plus vulnérables. En collaboration avec le ministère des finances, la Banque mondiale analyse également le portefeuille global des projets approuvés dans le comté afin d'identifier les fonds encore non alloués qui pourraient être réorientés vers la gestion de la crise et la reprise économique post-crise.

Dans le cadre de cet effort, la Banque étudie l'activation d'un guichet spécial pour les urgences qui est intégré dans l'une des opérations récemment approuvées (le projet de routes locales). L'objectif est de mobiliser le décaissement rapide de fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) qui ont subi les effets négatifs des mesures de santé publique et de la baisse de la demande, tant au niveau national qu'international. Ensemble, ces programmes devraient permettre de mobiliser environ 140 millions d'euros. Le cadre de partenariat national (CPF) vise à améliorer l'environnement pour un secteur privé compétitif en renforçant la connectivité et en améliorant l'accès aux marchés, en aidant les entreprises à devenir plus innovantes, productives et compétitives, et en créant des emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Le projet de facilitation du commerce et des transports dans les Balkans occidentaux, approuvé en 2019, permettra d'améliorer la connectivité et l'intégration avec les marchés régionaux et européens, de réduire les coûts commerciaux et d'accroître l'efficacité des transports. En outre, le nouveau projet de modernisation de l'agriculture améliorera l'accès à des services agricoles modernes, ce dont bénéficieront 1 000 agriculteurs, notamment en créant des centres de collecte et de conditionnement des fruits et légumes.

Le PCF est également conçu pour soutenir les investissements dans le capital humain, en mettant l'accent sur l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle, en offrant un meilleur accès aux services sociaux pour les plus vulnérables et en encourageant une participation plus inclusive aux marchés du travail. Certains de ces objectifs sont atteints grâce à une contribution du portefeuille actif, par exemple le projet de soutien au développement des compétences et à l'innovation, grâce auquel les étudiants de l'enseignement technique et professionnel secondaire bénéficient d'une formation pratique dans les PME et les grandes entreprises. Un nouveau projet d'éducation actuellement en préparation améliorera les conditions d'acquisition des compétences clés dans l'enseignement primaire. L'accent est mis sur l'amélioration des environnements d'enseignement et d'apprentissage afin de renforcer ce que les élèves apprennent en classe.

Les ménages les plus vulnérables seront protégés par une contribution du projet d'amélioration des services sociaux, qui soutiendra la création et l'expansion de services sociaux préventifs et non résidentiels. La viabilité des pensions dans une société vieillissante sera garantie par le projet d'administration des assurances sociales, qui contribuera à moderniser l'administration des pensions. Enfin, le CPF renforce la viabilité budgétaire et environnementale en renforçant la gestion des finances publiques et en accélérant la transition du pays vers un bouquet énergétique plus durable. Par exemple, la nouvelle loi organique sur le budget et les réformes de la gestion des finances publiques empêcheront la réapparition de l'accumulation des arriérés et renforceront le contrôle des risques budgétaires.

En outre, le projet d'efficacité énergétique du secteur public contribuera directement à la réduction des émissions de CO₂ en modernisant les bâtiments publics pour améliorer l'efficacité énergétique, notamment les bâtiments des administrations municipales et centrales ainsi que l'éclairage public.

Développements économiques récents

L'économie s'est développée en 2019, atteignant 3,6 % contre 2,7 % en 2018. Les principaux contributeurs à la croissance ont été le commerce de gros et de détail (propulsé par la hausse de l'emploi et des salaires), suivi par les activités de construction (investissements privés et publics) et les services immobiliers, qui ont représenté ensemble 1,7 point de pourcentage de la croissance globale.

L'agriculture et les services publics ont contribué à hauteur de 0,3 point de pourcentage chacun, tandis que l'industrie manufacturière a apporté une contribution neutre à la croissance. Du côté de la demande, la principale contribution à la croissance est venue de la consommation privée (2,6 points de pourcentage), stimulée par la hausse des salaires, des pensions et des emprunts des ménages. Les investissements ont ajouté 2,1 points de pourcentage supplémentaires, tandis que les exportations nettes ont été soustraites à la croissance.

Le marché du travail a continué à s'améliorer. En 2019, l'emploi a augmenté de 5,1 % en glissement annuel, soit plus du double de la croissance de 2018. Le taux d'emploi est passé à 49,9 %, soit une hausse de 4 points de pourcentage, tandis que le chômage est tombé à 16,6 % au quatrième trimestre de 2019 (avec une moyenne annuelle de 17,3 %), un autre creux historique. Les régions les plus dynamiques autour des zones technologiques ont connu des pénuries de main-d'œuvre, ce qui a contribué à la pression sur les salaires. Le salaire brut moyen a augmenté de 4 % en termes réels en raison de l'augmentation du salaire minimum et des salaires du secteur public. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans les services publics, les transports, la construction et l'agriculture.

En utilisant le seuil de 5,5 USD/jour (parité de pouvoir d'achat de 2011), la pauvreté devrait être tombée à 16,9 % en 2019, poursuivant ainsi une tendance à la baisse depuis 2009. La hausse de l'emploi et des revenus du travail, ainsi que l'augmentation des revenus provenant des pensions et des transferts sociaux, ont joué un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté. Cette récente réduction de la pauvreté s'explique par une forte augmentation des revenus des personnes les plus démunies ; la croissance des revenus des 40 % les plus pauvres a été d'environ 7 % entre 2012 et 2017.

Cela a également contribué à une réduction significative des inégalités, qui sont passées d'environ 42 à 34,2 points de Gini entre 2009 et 2017. Pourtant, malgré cette réduction de la pauvreté, une grande partie de la population non pauvre reste vulnérable et risque de tomber dans la pauvreté si elle est frappée par un choc.

Malgré l'augmentation des recettes, le déficit budgétaire s'est creusé en 2019. Les recettes ont augmenté de 8,2 % en glissement annuel en 2019 en raison des cotisations sociales (+ 10 % en glissement annuel, car les taux de pension et de santé ont augmenté en janvier 2019), de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (un taux plus élevé a été introduit en janvier et supprimé en septembre), de la taxe sur la valeur ajoutée et des recettes non fiscales à taux unique. Cependant, les dépenses publiques ont augmenté de 8,7 % en glissement annuel en raison de l'augmentation des pensions, des salaires, du fonctionnement et de l'entretien, et des subventions à l'emploi. Les dépenses d'investissement, même si elles sont encore une fois largement sous-exécutées, ont augmenté de 50 % par rapport au niveau historiquement bas de 2018. Le déficit public de l'entreprise publique des routes s'est élevé à 2,1 % du PIB, contre 1,1 % en 2018. La dette publique et la dette garantie par l'État ont légèrement augmenté, passant de 48,6 % du PIB en 2018 à 48,9 % en 2018.

Perspectives économiques

Le 18 mars 2020, le président a déclaré l'état d'urgence et a annoncé des mesures pour contenir l'impact de la crise des coronavirus. Les élections anticipées qui étaient initialement prévues en avril ont été reportées. L'économie est confrontée à une récession, avec une croissance négative de -1,4 % pour 2020, selon l'hypothèse que la crise se terminera d'ici la fin juin et que l'économie reviendra à la normale. La consommation personnelle devrait ralentir considérablement par rapport à 2019, tandis que les exportations et les investissements diminueront. D'autre part, la consommation publique pourrait augmenter pour tenter de relancer l'économie et de contrer les effets néfastes de la pandémie. L'augmentation des dépenses publiques entraînera une hausse des niveaux de déficit et d'endettement à un moment où les conditions de financement (tant intérieures qu'extérieures) pourraient se resserrer. Une révision du budget doit permettre de redéfinir les priorités en matière de dépenses. Les gains réalisés en matière de réduction de la pauvreté seront probablement perdus, car les entreprises s'en remettront à des licenciements dans les secteurs les plus touchés (le tourisme et l'industrie manufacturière, qui ont le plus contribué à la réduction de la pauvreté dans le passé). Une fois la crise immédiate passée, l'adhésion à l'OTAN et le lancement des négociations d'adhésion avec l'UE devraient contribuer à accélérer la reprise en 2021.

Selon ce scénario, la croissance devrait remonter à 3,7 % en 2021, grâce au rétablissement de la confiance des consommateurs et des investisseurs, ce qui entraînera une hausse de la consommation personnelle et une reprise des investissements privés. La pauvreté pourrait reprendre son déclin, pour atteindre 15,6 % en 2022, compte tenu de la croissance attendue des salaires réels et de l'amélioration du marché du travail.

ENGAGEMENT CLÉ

Prêt pour la politique de développement des finances publiques et de la compétitivité

Le prêt pour la politique de développement des finances publiques et de la compétitivité soutient le gouvernement dans les réformes visant à améliorer la gestion et la transparence des finances publiques et à rendre les dépenses publiques plus efficaces, en particulier les dépenses de protection sociale, tout en rendant le système fiscal plus équitable. Il soutient les réformes dans le domaine de l'énergie en débloquant le monopole du secteur de l'énergie et en favorisant les énergies renouvelables. Elle améliore également les marchés publics en élargissant l'accès des soumissionnaires du secteur privé aux appels d'offres publics et stimule la concurrence sur le marché en introduisant des inspections fondées sur les risques qui réduiraient le temps que les entreprises consacrent aux inspections.

Parmi les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de ce programme, on peut citer

1. Amender la loi sur les pensions et l'assurance invalidité, la loi sur l'assurance pension obligatoire financée par capitalisation et la loi sur les cotisations d'assurance sociale obligatoire afin d'introduire l'indexation des prix des prestations, d'harmoniser les taux d'accumulation et de créer un taux de cotisation plus élevé, le tout pour améliorer la viabilité fiscale et sociale du système de pension à plusieurs piliers ;
2. 2. promulguer la loi sur la protection sociale et modifier la loi sur la protection de l'enfance afin de consolider les prestations d'aide sociale, d'étendre la couverture du quintile inférieur et de protéger les personnes en situation de pauvreté énergétique, tout en maintenant une bonne précision de ciblage grâce à l'introduction d'un programme d'assistance minimale garantie ;
3. 3. promulgation de la loi sur l'énergie pour déréglementer la production d'électricité, ouvrir le marché de la fourniture d'électricité à tous les clients et introduire un mécanisme de soutien concurrentiel pour la production d'énergie renouvelable

Promulguer la loi sur la supervision de l'inspection : (a) des inspections basées sur les risques ; (b) une disposition permettant aux inspecteurs d'émettre des avertissements ; et (c) un délai de grâce pour les entreprises afin de corriger les premières infractions.

La croissance en 2019, à 3,6 %, a surpris par sa hausse, et le chômage est tombé à un autre niveau historiquement bas grâce à l'augmentation de l'emploi. Pourtant, les perspectives à court terme - comme dans d'autres pays de la région - sont sombres en raison de la crise COVID-19, l'économie entrant en récession en 2020.

La pandémie et les mesures d'endiguement affecteront l'économie, tant du côté de la demande que de l'offre. Par conséquent, elle affectera également les secteurs des services étroitement liés à l'industrie manufacturière. Si l'épidémie et les mesures de restriction des économies nationales et mondiales persistent au-delà du deuxième trimestre, la récession sera plus grave et effacera les améliorations du marché du travail et aggravera la vulnérabilité budgétaire.

IV Situation économique en Macédoine du Nord

1. La banque mondiale en Macédoine du Nord - Fiche pays
2. Economist Intelligence Unit - Report sur pays

En bref²¹

Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence en réponse à l'épidémie de coronavirus et a suspendu l'élection éclair prévue pour le 12 avril. Les mesures de confinement prises pour lutter contre le coronavirus et un profond effondrement mondial feront dérailler l'économie, et nous prévoyons une récession en 2020. Une invitation à entamer les négociations d'adhésion à l'UE en 2020 pourrait ne pas suffire à assurer la victoire de l'Union sociale-démocrate de Macédoine sortante lors de l'élection, surtout si la crise se prolonge.

Perspectives politiques et économiques

- Suite au veto français d'octobre 2019 sur l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE, le premier ministre de Macédoine du Nord, Zoran Zaev, a proposé une élection éclair pour le 12 avril 2020, huit mois avant la date prévue.
- Nous nous attendons à ce que l'Union sociale-démocrate de Macédoine (SDSM) de M. Zaev soit battue aux élections par le parti nationaliste d'opposition VMRO-Democratic Party for Macedonian National Unity (VMRO-DPMNE).
- L'électorat pourrait punir le gouvernement pour ne pas avoir fait assez pour lutter contre la corruption et pour avoir fait passer l'impopulaire accord Prespa, en vertu duquel l'ancienne Macédoine a changé son nom en République de Macédoine du Nord.
- L'Economist Intelligence Unit s'attend à ce que la Macédoine du Nord adhère à l'OTAN au début de 2020, mais ne s'attend pas à ce qu'elle ouvre des négociations d'adhésion à l'UE en 2020, étant donné l'échec de certaines réformes et l'opposition de la France au processus d'adhésion existant.
- L'absence d'ouverture des négociations d'adhésion et l'incertitude quant à l'issue des prochaines élections risquent de décourager les investissements publics et privés, limitant la croissance à 3,3 % en 2020, après une croissance du PIB réel estimée à 3,3 % en 2019.
- Nous prévoyons une croissance du PIB de 3,2 % par an en moyenne en 2020-24 (la période de prévision), grâce à une croissance régulière de la consommation des ménages et des administrations publiques.

- Nous prévoyons que le déficit des comptes courants atteindra en moyenne 1,9 % du PIB en 2020-24, lorsque les importants déficits commerciaux seront partiellement compensés par des excédents de revenus secondaires.

Indicateurs clés

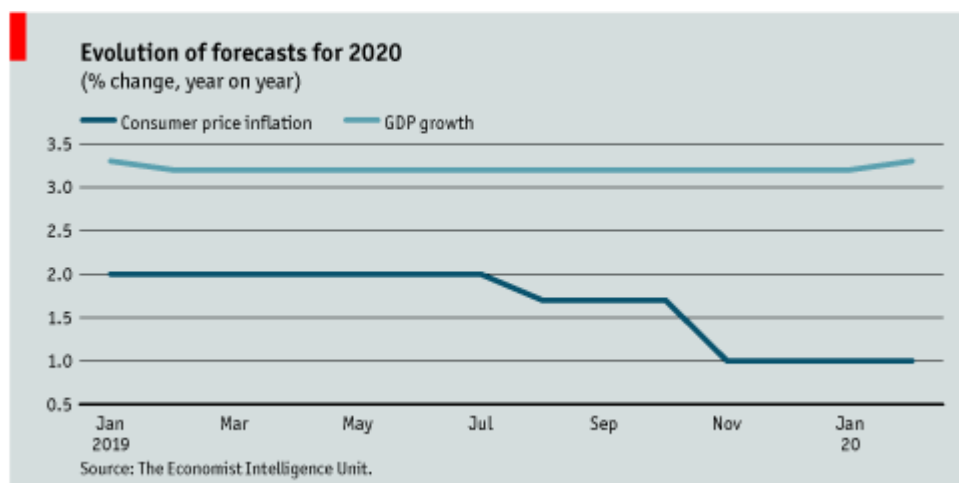
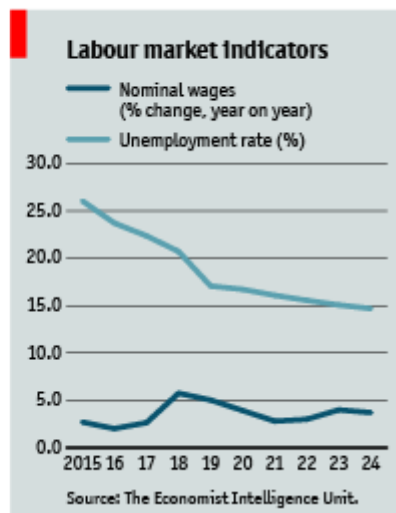
	2019 ^a	2020 ^b	2021 ^b	2022 ^b	2023 ^b	2024 ^b
Croissance du PIB réel (%)	3.3	3.3	3.3	3.2	3.2	3.0
Inflation des prix à la consommation (ap; %)	0.8 ^c	1.0	2.0	2.1	1.9	1.9
Solde des finances publiques (% of PIB)	-2.0	-2.5	-2.5	-2.5	-2.4	-2.4
Balance des comptes courants (% of PIB)	-0.4	-1.7	-1.9	-2.0	-1.9	-1.8

²¹ <https://country.eiu.com/north-macedonia>

Taux du marché monétaire (ap; %)	2.3 ^c	2.0	2.3	2.5	2.8	3.0
Taux de chômage (%)	17.1	16.7	16.1	15.6	15.1	14.7
Taux de change Den:US\$ (ap)	54.95 ^c	54.70	53.18	51.09	49.75	49.65

^a Estimations de l'Economist Intelligence Unit. ^b Prévisions de l'EIU. ^c Réel.

Market opportunities



Principaux changements depuis le 21 novembre

- M. Zaev a démissionné de son poste de Premier ministre, et le Parlement a approuvé la formation d'un gouvernement intérimaire de transition pour superviser les élections du 12 avril. Le gouvernement reste pratiquement inchangé, à l'exception de l'inclusion de ministres du principal parti d'opposition.
- Les enquêtes suggèrent que la marge de soutien des deux principaux partis, le SDSM sortant et l'opposition nationaliste VMRO-DPMNE, est faible ; cependant, nous nous attendons à ce que le parti d'opposition tire profit du mécontentement des électeurs et gagne les élections.
- La croissance du PIB réel est restée forte, à 3,6 % en glissement annuel au troisième trimestre 2019. Cependant, la croissance de la consommation privée a ralenti à moins de 3 %. Nous

prévoyons un nouveau ralentissement au quatrième trimestre et estimons que la croissance du PIB réel a atteint en moyenne 3,3 % en 2019.

- La Banque nationale de la République de Macédoine du Nord (NBRM, la banque centrale) a réduit son principal taux directeur à 2 % en janvier. La NBRM a invoqué le faible taux d'inflation et les risques extérieurs. Nous prévoyons que le MNB s'abstiendra de tout nouveau relâchement monétaire.

Le trimestre à venir

- 6 mars - PIB réel (T4) : La croissance du PIB réel s'est élevée en moyenne à 3,6 % de janvier à septembre 2019. Bien que nous prévoyions une légère décélération au quatrième trimestre, principalement en raison de la forte demande d'importations, les indicateurs de haute fréquence indiquent que les risques sont à la hausse. Une performance plus forte que prévu nous amènerait à réviser à la hausse nos prévisions de croissance pour 2020.
- 9 mars - Inflation des prix à la consommation (février) : Bien que l'inflation en 2019 ait été bénigne, à 0,8 %, elle s'est accélérée au quatrième trimestre et a terminé l'année à 1,8 %. La lecture du mois de février permettra de savoir si cette tendance se poursuit. Si elle reste élevée, nous continuerons à dire que le MNB a fini de réduire les taux d'intérêt.
- 12 avril : élections parlementaires : Le risque est grand que la coalition sociale-démocrate soit défaite lors de cette élection intermédiaire. Si elle est remplacée par un gouvernement nationaliste, la politique sera probablement beaucoup moins axée sur l'adhésion à l'UE. Les progrès en matière de réforme gouvernementale et judiciaire risquent également de s'essouffler.

Risques principaux de notre prévision

Scénarios, Trimestre 3 2019	Probabilité	Impact	Intensité
La recommandation de l'UE d'ouvrir les pourparlers d'adhésion est retardée	Très élevée	élevé	20
Les tensions politiques, les différends nationalistes et les actions provocatrices conduisent à de violentes protestations		Très élevée	20
Les futurs gouvernements font marche arrière sur les efforts visant à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire		élevé	16
Une nouvelle crise politique frappe la croissance économique	Modéré	Très élevée	15
L'impact d'une catastrophe naturelle est exacerbé par la corruption et l'inefficacité de l'administration publique	Modéré	Très élevée	15

Note. Les scénarios et les scores sont tirés de notre produit Risk Briefing. Les scénarios de risque sont des développements potentiels qui pourraient modifier considérablement l'environnement opérationnel des entreprises au cours des deux prochaines années. L'intensité du risque est un produit de la probabilité et de l'impact, sur une échelle de 25 points.

Source : The Economist Intelligence Unit.

Données de base

Superficie du terrain

25 713 km²

Population

2.085.051 (ONU, 2018)

Principales villes

Population en milliers d'habitants (recensement de 2002)

Skopje (capitale): 467,3

Kumanovo: 103,2

Bitola: 86,4

Prilep: 73,4

Tetovo: 70,8

Veles: 57.6

Climat

Continental

Temps à Skopje (altitude 240 mètres)

Mois le plus chaud, août, 25°C (moyenne) ; mois le plus froid, janvier, 1°C (moyenne) ; mois le plus sec, février, 20 mm de pluie en moyenne ; mois le plus humide, avril, 65 mm de pluie en moyenne

Langues

Macédonien (officiel) ; les langues minoritaires comprennent l'albanais (utilisé officiellement lorsque plus de 20% de la population est albanophone), le serbo-croate, le turc et le rom

Poids et mesures

Système métrique

Monnaie

Le denar a été introduit le 10 mai 1993. La Banque nationale de la République de Macédoine du Nord (NBRM, la banque centrale) a un taux cible pour le denar par rapport à l'euro

Heure

Une heure d'avance sur GMT en hiver ; deux heures d'avance en été

Exercice financier

Année civile

Jours fériés

1er janvier (Nouvel An), 7 janvier (Noël orthodoxe), 19-20 avril (Pâques orthodoxe), 1er mai (fête du travail), 24 mai (saint Cyrille et Méthode), 23-24 mai (Ramazan Bajram), 2 août (soulèvement d'Ilinden/jour de la République), 9 septembre (fête de l'indépendance), 11 octobre (soulèvement populaire contre le fascisme), 23 octobre (jour de la révolution), 8 décembre (Saint Kliment Ohridski)

Structure politique

Nom officiel

La République de Macédoine du Nord

Forme de l'État

République parlementaire démocratique

Système juridique

Basé sur la constitution du 17 novembre 1991

Législature nationale

Assemblée monocamérale (Sobranie) de 120-123 membres

Chef d'État

Président ; Stevo Pendarovski

Gouvernement national

Conseil des ministres, dirigé par le Premier ministre. Un gouvernement intérimaire dirigé par l'Union sociale-démocrate de Macédoine (SDSM) avec la participation de l'opposition a été approuvé le 3 janvier 2020 pour gouverner pendant les 100 jours précédant l'élection

Président du Parlement

Talat Khaferi (DUI)

Gouverneur de la banque centrale

Anita Angelovska-Bezhoska

Stabilité politique

L'Economist Intelligence Unit s'attend à ce que l'environnement politique reste polarisé pendant la période de prévision, surtout si l'opposition nationaliste VMRO-Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne (VMRO DPMNE) est de retour au pouvoir lors des élections législatives éclair du 12 avril 2020, ce qui nous semble probable.

Un gouvernement de coalition, dirigé par l'Union sociale-démocrate de Macédoine (SDSM), a été au pouvoir de mai 2017 à décembre 2019, mais a laissé la place à un successeur intérimaire pendant la période préélectorale. Le SDSM est confronté à un défi difficile pour gagner les élections après son échec à obtenir l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE en octobre 2019. Zoran Zaev, l'ancien premier ministre et leader du SDSM, a proposé des élections éclair après que le Conseil européen n'ait pas réussi, en octobre, à inviter la Macédoine du Nord à entamer les négociations d'adhésion.

Conformément à la loi, pour garantir des conditions de concurrence équitables entre le pouvoir en place et l'opposition et pour prévenir d'éventuels abus de pouvoir et clientélisme préélectoraux de la part des partis au pouvoir, des élections sont organisées par un gouvernement intérimaire, qui a été approuvé par le Parlement le 3 janvier, 100 jours avant le scrutin. Le SDSM au pouvoir a proposé Oliver Spasovski, l'ancien ministre de l'intérieur, comme premier ministre intérimaire. Le gouvernement actuel comprend la majeure partie du cabinet de M. Zaev, mais - comme le prévoit la

loi - il comprend également des ministres intérimaires de l'intérieur, du travail et des affaires sociales, proposés par le plus grand parti d'opposition - le VMRO-DPMNE - ainsi que des vice-ministres de l'opposition nommés dans d'autres grands ministères.

A un mois seulement de la dissolution prévue du Parlement le 12 février, le SDSM et le VMRO-DPMNE se battent encore pour la promulgation d'une nouvelle loi sur le ministère public qui doit être adoptée à la majorité des deux tiers. Le VMRO-DPMNE exigeant des changements radicaux, le SDSM a menacé de reporter la dissolution du Parlement (et éventuellement les élections) jusqu'à ce qu'un consensus soit atteint sur la législation, qui figurait en bonne place sur la liste des réformes requises par l'UE. Un report des élections précipiterait une crise politique, et le SDSM voudra éviter ce résultat. Toutefois, l'échec de l'adoption de la législation réduirait les chances du pays de recevoir le feu vert pour l'ouverture des négociations d'adhésion.

Tableau de prévisions (en anglais)

(% unless otherwise indicated)

	2019 ^a	2020 ^b	2021 ^b	2022 ^b	2023 ^b	2024 ^b
Real GDP growth	3.3	3.3	3.3	3.2	3.2	3.0
Industry (excl. construction)	6.2	3.8	4.5	5.0	5.5	6.5
Agriculture	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	3.5
Consumer price inflation (av)	0.8 ^c	1.0	2.0	2.1	1.9	1.9
Consumer price inflation (end-period)	0.4 ^c	1.8	2.0	2.0	1.9	1.9
Central bank 28-day bill rate (av)	2.3 ^c	2.0	2.3	2.5	2.8	3.0
General government balance (% of GDP)	-2.0	-2.5	-2.5	-2.5	-2.4	-2.4
Exports of goods fob (US\$ m)	6,081	6,575	7,350	8,199	9,163	10,231
Imports of goods fob (US\$ m)	-8,135	-8,854	-9,807	-10,954	-12,185	-13,435
Current-account balance (US\$ m)	-52	-216	-270	-313	-318	-320
Current-account balance (% of GDP)	-0.4	-1.7	-1.9	-2.0	-1.9	-1.8
External debt (year-end; US\$ bn)	9.3	9.8	10.0	10.6	11.1	11.5
Exchange rate Den:US\$ (av)	54.95 ^c	54.70	53.18	51.09	49.75	49.65
Exchange rate Den:€ (av)	61.52 ^c	61.53	61.56	61.56	61.56	61.56
Exchange rate Den:€ (end-period)	61.73 ^c	61.51	61.54	61.54	61.55	61.55

^a Economist Intelligence Unit estimates. ^b Economist Intelligence Unit forecasts. ^c Actual.

Tendances politiques

L'adhésion à l'UE n'est pas une perspective réaliste pour les cinq prochaines années, et la politique officielle en matière d'intégration européenne dépendra des résultats des élections d'avril. L'attrait de l'adhésion à l'UE a été un moteur de réforme et d'orientation de la politique ces dernières années. Pendant son mandat (mai 2017-janvier 2020), le gouvernement de M. Zaev, dirigé par le SDSM, a fait un effort concerté pour relancer le programme de réformes, qui avait ralenti sous le précédent gouvernement VMRO-DPMNE et s'est finalement arrêté pendant la crise politique de deux ans en 2015-17. Le gouvernement a entrepris des réformes institutionnelles et de gouvernance, et a également pris des mesures pour renforcer les finances publiques en améliorant le cadre des dépenses de protection sociale et de retraite, et en rendant le système fiscal plus équitable. Le programme de réforme économique 2019-21 du gouvernement, qui s'inscrit dans le cadre du processus de préadhésion à l'UE, vise à soutenir la création d'emplois ainsi que les petites et moyennes entreprises, et à augmenter les salaires et la protection sociale. Un objectif politique central a été de promouvoir les investissements directs étrangers (IDE) dans les industries orientées vers l'exportation.

Même si les négociations de l'UE sont suspendues pour une durée indéterminée, en 2020-24, les priorités politiques comprendront des dépenses d'investissement dans les infrastructures d'énergie et de transport, en particulier la construction d'autoroutes, ainsi qu'une augmentation des dépenses sociales pour les pensions et les programmes d'emploi des jeunes, ce qui augmentera les revenus. Les autorités se concentreront également sur la lutte contre l'évasion fiscale et continueront à promouvoir les IDE. Le maintien de bonnes relations avec les organisations multilatérales, en particulier le FMI, contribuera à maintenir la politique sur la bonne voie.



EPFMA
PEAAD

V Situation des droits de l'Homme en Macédoine du Nord

Développements récents

Gestion de crise

De la même manière qu'en Hongrie, l'état d'urgence en Macédoine du Nord pour faire face à la pandémie de COVID a été critiqué comme une opportunité pour le gouvernement d'affaiblir les institutions afin de mieux contrôler le pouvoir²². Bien que le gouvernement affirme que ces mesures n'affectent pas le droit à l'information de la population, il a été révélé que les institutions sont moins réceptives aux demandes des médias. Les institutions ont expliqué ce retard par le manque de personnel et le télétravail.

En 2019, la Macédoine du Nord a adopté une nouvelle loi sur l'information du public qui réduit de 30 à 20 jours les délais dans lesquels les institutions doivent fournir l'accès à l'information. La ministre de la Justice, Renata Deskoska, a déclaré qu'ils "ne feront pas de chances". La transparence et l'accès à l'information publique sont particulièrement importants dans cet état d'urgence". D'autre part, le ministre de l'Intérieur a envisagé la possibilité de restreindre cet accès, bien que cela n'ait jamais été mis en pratique.

Les journalistes ont également critiqué le manque de transparence active, ce qui signifie que la publication d'informations de leur propre initiative et les annonces et communications institutionnelles manquent de détails cruciaux. L'opacité sur la gestion des crises, notamment la pénurie de produits nécessaires, augmenterait les risques de corruption dans les institutions.

Droits LGBTIQ

Les nouvelles sur la condition des personnes LGBTIQ plus en Macédoine du Nord sont encourageantes²³. Avec le Monténégro, la Macédoine du Nord a connu la plus forte progression dans le classement de European Rainbow établi par l'outil d'évaluation annuel d'ILGA Europes.

Mais ce regain d'optimisme a été brisé en mai 2020 lorsque la nouvelle loi anti-discrimination adoptée l'année dernière a été abandonnée par la Cour constitutionnelle en raison d'omissions²⁴ procédurales. Selon les autorités, la loi autorisant les plaintes pour discrimination fondée sur la sexualité aurait dû être approuvée par une majorité de députés au Parlement. Le président Pendarovski a déclaré que la bataille pour l'égalité se poursuivra mais il n'a pas accepté de blâme pour ne pas avoir signé une loi qui n'a pas été votée correctement.

²² <https://balkaninsight.com/2020/04/24/north-macedonias-state-of-emergency-weakens-institutions-transparency/>

²³ <https://emerging-europe.com/news/new-rainbow-map-highlights-europes-continuing-east-west-divide-over-lgbti-rights/>

²⁴ <https://balkaninsight.com/2020/05/18/north-macedonia-activists-protest-as-court-scraps-anti-discrimination-law/>

Rapport du Amnesty International 2019²⁵

Malgré un certain nombre d'avancées sur la voie des réformes préconisées par la Commission européenne, la situation restait préoccupante dans plusieurs domaines : la corruption, le droit d'asile et la discrimination à l'égard des femmes et des Roms, ainsi que des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI).

Contexte

Le pays a changé de nom en février, une issue ayant été trouvée en 2018 au différend qui l'opposait depuis des années à la Grèce.

Le gouvernement constitué en mai 2017 a continué de prendre les mesures exigées par la Commission européenne au lendemain de la crise politique de 2015, provoquée par la publication par l'opposition de l'époque d'enregistrements sonores révélant un vaste système de surveillance illégale et une corruption généralisée au sein des pouvoirs publics. Le respect de l'état de droit, des droits à la vie privée et à la liberté d'expression, et de l'indépendance du pouvoir judiciaire, ainsi que la lutte contre la corruption dans l'appareil de l'État, figuraient parmi les priorités.

Le Bureau du procureur spécial (SJO) a poursuivi son action à l'encontre d'anciens membres du gouvernement, de hauts responsables et de fonctionnaires.

En mars, l'ancien directeur des services de sécurité et de contre-espionnage a été condamné à trois ans d'emprisonnement pour corruption électorale. Au mois d'avril, 16 membres de la police et des services de la sécurité intérieure, dont l'ancien chef de la police, ont été reconnus coupables de « mise en danger de l'ordre constitutionnel à caractère terroriste », pour leur complicité dans les violences dont avaient été victimes en avril 2017 plusieurs parlementaires d'opposition.

Des poursuites ont été engagées au mois de décembre contre Katica Janeva, qui était jusqu'au mois d'août à la tête du Bureau du procureur spécial ; elle était accusée d'abus de pouvoir et de corruption. Il a été proposé de transférer au parquet les affaires gérées par le SJO.

La liberté de la presse a progressé et le nombre d'agressions contre des journalistes a diminué.

Le Parlement a adopté en mai une clarification du sens exact et une modification préliminaire de plusieurs lois financières qui avaient été délibérément mal interprétées par le gouvernement précédent pour incriminer les ONG recevant des fonds de l'étranger.

Torture et autres mauvais traitements

Des mesures ont été prises pour mettre un terme à l'impunité qui régnait depuis longtemps en matière de mauvais traitements policiers. Un mécanisme externe de surveillance a notamment été mis en place. Le parquet avait ouvert en mars une instruction sur 50 affaires d'abus présumés impliquant des policiers, ainsi que plusieurs cas mettant en cause des surveillants de prison. Signée en 2007, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées n'avait toujours pas été ratifiée.

²⁵ <https://www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/north-macedonia/report-macedonia/>

Discrimination

La nouvelle Loi sur la prévention et la protection en matière de discrimination, adoptée en mai, mentionnait bien l'orientation sexuelle et l'identité de genre parmi les motifs de discrimination prohibés, mais elle ne reconnaissait pas les couples de même sexe. La commission chargée de recevoir les plaintes n'était toujours pas en place à la fin de l'année.

Le Premier ministre et le chef de la communauté musulmane se sont tous deux vu reprocher des commentaires homophobes. Les discours de haine visant les personnes LGBTI se sont intensifiés à l'approche de la première marche des fiertés de Skopje, qui s'est tenue au mois de juin.

Les discours et les crimes motivés par la haine fondée sur l'origine ethnique (dont une affaire de meurtre jugée en avril) étaient toujours aussi fréquents.

Les Roms continuaient de faire face à des discriminations institutionnelles dans le domaine de l'éducation, de la santé, du logement et de l'emploi. Ils se heurtaient également à l'attitude de certains gérants de bars, de cafés ou de magasins, qui refusaient de les laisser entrer dans leurs établissements. Des avocates ont dénoncé des atteintes répétées aux droits humains dans plusieurs affaires portant sur les droits à la propriété, les relations avec la police et l'emploi. Quelque 440 Roms étaient toujours apatrides.

Droits sexuels et reproductifs

Les modifications apportées en juillet à la Loi sur l'interruption de grossesse facilitaient l'accès à l'avortement en supprimant l'obligation de respecter un délai d'attente, de passer devant un conseiller ou une conseillère et d'obtenir le consentement du conjoint. Les centres de soins de santé primaires ne délivraient pas de moyens de contraception.

Personnes réfugiées ou demandeuses d'asile

Au 31 décembre, 40 887 personnes réfugiées ou migrantes entrées illégalement en Macédoine du Nord avaient été officiellement enregistrées par le ministère de l'Intérieur. Sur les 490 demandes d'asile déposées, 407 ont été abandonnées. Parmi les 18 qui ont été examinées, une seule a abouti à l'attribution d'une protection subsidiaire ; les 17 autres ont été rejetées. Environ 47 % des demandes émanaient de personnes réfugiées et migrantes retenues pour témoigner contre des passeurs et détenues illégalement à Gazi Baba, dans des conditions déplorables. Une femme originaire des Émirats arabes unies placée en détention dans ce centre alors qu'elle fuyait des violences conjugales a finalement été libérée après avoir obtenu des mesures provisoires de la part de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le ministère de l'Intérieur a cette année encore procédé à des expulsions collectives vers la Grèce, renvoyant ainsi de force 10 017 personnes qui essayaient de pénétrer sur le territoire de la Macédoine du Nord. Aux termes d'un accord conclu avec la Commission européenne, des agents de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) ont été déployés aux côtés de la police nationale des frontières. Un certain nombre de personnes en quête de protection internationale se sont plaintes d'avoir été illégalement renvoyées en Grèce par Frontex après avoir dû donner leurs empreintes digitales et passer 24 heures en détention. Des agents de Frontex ont explicitement dit à quatre d'entre elles qu'elles ne pouvaient pas solliciter l'asile.

Les tribunaux administratifs ont rejeté les demandes de la plupart des réfugié-e-s roms du Kosovo qui les avaient saisis après avoir été déboutés du droit d'asile en 2017-2018. Ces personnes contestaient la suppression de leur protection subsidiaire, qui les privait de statut juridique et les exposait à l'expulsion.

Lutte contre le terrorisme et sécurité

En septembre, la Cour suprême a rejeté l'appel interjeté par le groupe dit « de Koumanovo », composé de 33 Albanais de souche, dont 16 du Kosovo, condamnés en 2017 pour terrorisme. Les charges retenues contre ces personnes étaient liées à des événements survenus en mai 2015 à Divo Naselje, un quartier de Koumanovo, au cours desquels huit policiers avaient été tués et 40 autres blessés. La police avait quant à elle tué 10 membres de la communauté albanaise. Les accusés affirmaient que la confrontation avait été orchestrée par l'ancien gouvernement et exigeaient l'ouverture d'une enquête internationale.

En décembre, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a clos l'affaire Khaled el Masri, bien que les autorités de Macédoine du Nord n'aient pas mené une enquête pénale approfondie et effective sur les faits concernés, comme le demandait dans un arrêt la Cour européenne des droits de l'homme. Ce ressortissant allemand avait été victime en 2003 de détention illégale et de disparition forcée, ainsi que d'actes de torture et d'autres mauvais traitements, avant d'être remis aux autorités américaines, qui lui avaient fait subir d'autres violations de ses droits fondamentaux hors des frontières de Macédoine du Nord.

Rapport complet du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies

<https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/UPR/Pages/MKindex.aspx>

Rapport sur les droits de l'homme du Département d'État américain sur la Macédoine du Nord (en anglais)

<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/02/NORTH-MACEDONIA-2019-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf>

VI Politique étrangère de la Macédoine du Nord

1. Relations avec l'UE

En tant que membre aspirant de l'UE, la Macédoine du Nord a enregistré des revers concernant sa procédure de demande d'adhésion. Le pays a adopté l'approche de l'intégration euro-atlantique pour sa politique étrangère et est devenu le dernier membre de l'OTAN en mars 2020. Depuis son indépendance, la Macédoine du Nord a cherché à se rapprocher de l'UE et à obtenir finalement son adhésion à l'Union.

Informations générales²⁶

La demande d'adhésion à l'UE de la République de Macédoine du Nord a été présentée le 22 mars 2004. La Commission a rendu un avis positif le 9 novembre 2005.

Le Conseil européen a accordé le statut de pays candidat à la République de Macédoine du Nord en décembre 2005. Le 18 février 2008, le Conseil a adopté le partenariat pour l'adhésion révisé avec la Macédoine du Nord. La Commission européenne a d'abord recommandé l'ouverture des négociations d'adhésion avec la République de Macédoine du Nord en octobre 2009. En 2015 et 2016, la recommandation a été subordonnée à la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de Pržino et à des progrès substantiels dans la mise en œuvre des "priorités urgentes en matière de réforme". En juin 2018, le Conseil a adopté des conclusions dans lesquelles il est convenu de répondre positivement aux progrès accomplis par la République de Macédoine du Nord et a tracé la voie vers l'ouverture des négociations d'adhésion en juin 2019, en fonction des progrès réalisés dans certains domaines clés, tels que la réforme du système judiciaire, la réforme des services de renseignement et de sécurité et la réforme de l'administration publique.

En juin 2019, le Conseil a examiné la communication de la Commission européenne du 29 mai 2019 sur la politique d'élargissement de l'UE et le rapport sur la République de Macédoine du Nord. Compte tenu du temps limité disponible et de l'importance de la question, il a décidé de revenir, au plus tard en octobre 2019, sur la question de l'ouverture des négociations d'adhésion avec le pays, en vue de parvenir à une décision claire et substantielle. Le 15 octobre 2019, le Conseil a discuté de l'élargissement et du processus de stabilisation et d'association en ce qui concerne l'Albanie et la République de Macédoine du Nord. À l'issue de la discussion, la présidence a publié des conclusions de procédure indiquant que le Conseil examinera la question après le Conseil européen d'octobre. Le Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019 a décidé de revenir sur la question de l'élargissement avant le sommet UE-Balkans occidentaux qui se tiendra à Zagreb en mai 2020.

Le 24 mars 2020, les ministres des affaires européennes ont donné leur accord politique à l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la République de Macédoine du Nord. Le 25 mars, les conclusions sur l'élargissement et le processus de stabilisation et d'association ont été formellement adoptées par procédure écrite. Le 26 mars 2020, les membres du Conseil européen ont approuvé les conclusions.

Depuis octobre 2009, la Commission n'a cessé de recommander l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord. En 2015 et 2016, cette recommandation a été subordonnée à la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de Pržino et à des progrès substantiels dans la mise en œuvre des "priorités urgentes en matière de réforme". À la lumière des progrès réalisés, la Commission a réitéré sa recommandation inconditionnelle d'ouvrir les négociations d'adhésion en avril 2018. Compte tenu des progrès significatifs réalisés et du fait que les conditions fixées à

²⁶ <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/enlargement/republic-north-macedonia/>

l'unanimité par le Conseil en juin 2018 ont été remplies, la Commission a recommandé en mai 2019 d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord.

Nouvelles récentes²⁷

En mars 2020, le Conseil Affaires générales a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et a approuvé la communication de la Commission de février 2020 sur une méthodologie révisée "Améliorer le processus d'adhésion - Une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux". La décision a été approuvée par les membres du Conseil européen.

La Commission européenne se félicite de la décision du Conseil d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord, sous réserve de l'approbation finale des membres du Conseil européen.

Suite à cette décision, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré "L'Union européenne tient ses promesses. La Macédoine du Nord et l'Albanie ont fait ce qui leur était demandé et elles ont continué à progresser dans les réformes nécessaires. Ce jour marque le début du voyage vers une Union européenne plus grande et plus forte.

Et cette décision est dans l'intérêt géostratégique de l'Union européenne". a déclaré le commissaire chargé du voisinage et de l'élargissement, Olivér Várhelyi : *"L'ouverture des négociations d'adhésion envoie un message fort et clair non seulement aux deux pays, mais aussi à l'ensemble des Balkans occidentaux. Elle réaffirme et concrétise l'engagement de l'UE en faveur de la perspective européenne de la région : son présent est avec l'UE et son avenir est dans l'UE. La Commission agira rapidement et proposera bientôt les projets de cadres de négociation avec les deux pays intégrant les éléments de la méthodologie révisée. La décision d'aujourd'hui confirme l'importance géostratégique des Balkans occidentaux et démontre que l'Europe est désireuse et capable de prendre des décisions géopolitiques même en ces temps difficiles de pandémie de coronavirus".*

Prochaines étapes et obstacles éventuels avec la Bulgarie

Après l'approbation finale par les membres du Conseil européen, attendue ce jeudi, la Commission présentera des propositions de cadres de négociation avec les deux pays. Ces cadres établissent les lignes directrices et les principes régissant les négociations d'adhésion avec chaque pays candidat. La Commission commencera immédiatement les travaux préparatoires nécessaires.

Les premières conférences intergouvernementales devraient être convoquées dès que possible après l'adoption des cadres de négociation par le Conseil. Avant sa première conférence intergouvernementale, l'Albanie est invitée à réaliser de nouveaux progrès en matière de réformes électorales et judiciaires et de lutte contre la criminalité organisée et la corruption. La lutte contre le phénomène des demandeurs d'asile non fondés et la modification de la loi sur les médias restent également des priorités importantes. La Commission fera rapport sur ces questions lorsqu'elle présentera le cadre de négociation pour l'Albanie.

La Commission continuera à suivre les progrès et le respect continu des deux pays dans tous les domaines des conditions définies par le Conseil en juin 2018 en ce qui concerne l'ouverture des négociations et à mener à bien le processus d'examen analytique de l'acquis de l'UE avec les deux pays, en commençant par le volet "fondamentaux".

²⁷ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_519

Moins d'un mois après que l'Union européenne a finalement accepté d'entamer les négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord, un nouvel obstacle se dresse sur la voie de l'adhésion du pays: la Bulgarie.

Dans un document qui a fait l'objet d'une fuite le mois dernier, la Bulgarie a réitéré un certain nombre d'exigences qu'elle avait formulées à l'égard de la Macédoine du Nord à plusieurs reprises par le passé. Parmi celles-ci, la Macédoine du Nord doit renoncer à affirmer qu'il existe une minorité macédonienne en Bulgarie. La langue macédonienne est également un point de controverse, la Bulgarie insistant pour que l'UE n'utilise pas le terme "langue macédonienne" lors des discussions mais plutôt "la langue officielle de la République de Macédoine du Nord".

Les exigences de la Bulgarie ne surprendront pas ceux qui ont suivi l'histoire de la région. Si la Bulgarie a été le premier État à reconnaître l'indépendance de la Macédoine après la chute de la Yougoslavie, le pays n'a jamais accepté l'existence d'une ethnie macédonienne distincte. Au contraire, la Bulgarie affirme que l'ethnie macédonienne est un sous-groupe des Bulgares et que la langue macédonienne est un dialecte du bulgare²⁸.

Le document a suscité des discussions sur les relations bulgaro- macédoniennes à un moment où le pays célébrait son adhésion à l'OTAN.

L'adhésion à l'OTAN n'est intervenue qu'après la signature de l'accord Prespa avec la Grèce en 2018, mettant fin à un différend de près de trois décennies sur l'utilisation du terme Macédoine. Le pays a changé son nom officiel d'ancienne République yougoslave de Macédoine en Macédoine du Nord - une décision qui s'est avérée extrêmement controversée dans le pays. Elle n'a été acceptée - et ensuite, pas par tous - que lorsque le premier ministre de l'époque, Zoran Zaev, a clairement indiqué que l'adhésion à l'OTAN et à l'UE ne pouvait se faire sans elle.

La Grèce a déjà bloqué les tentatives d'adhésion de la nation à l'OTAN et à l'UE en raison de la dispute sur le nom du pays.

Aujourd'hui, il semble que la Bulgarie soit le pays qui pourrait faire obstacle à l'avenir européen de la Macédoine du Nord, mettant en péril les relations entre les deux pays.

Ironiquement, les deux pays des Balkans occidentaux ont signé un traité d'amitié en 2017 pour renforcer leurs relations. Dans le cadre de ce traité, une commission bilatérale a été mise en place pour tenter de surmonter les différends de longue date entre les deux pays sur les aspects communs de leur histoire.

Par exemple, il existe des désaccords sur certains personnages historiques et leur appartenance ethnique. Goce Delčev, chef d'une rébellion de 1903 contre la domination ottomane, est considéré comme un héros national dans les deux pays. Cependant, en Macédoine du Nord, il est macédonien alors qu'en Bulgarie, il est bulgare.

La commission n'est cependant plus en activité depuis décembre 2019.

"Si la commission mixte sur l'histoire reprend ses travaux d'ici juin et que les autorités de Skopje continuent à falsifier l'histoire, la Bulgarie n'acceptera pas d'entamer les pourparlers de pré-adhésion

²⁸ <https://emerging-europe.com/news/after-greece-north-macedonia-faces-new-challenge-on-eu-path-bulgaria/>

avec la Macédoine du Nord", a déclaré l'eurodéputé bulgare Andrey Kovachev, membre du parti GERB du Premier ministre Boyko Borisov.

Le traité d'amitié, qui a également vu le jour pendant le mandat de M. Zaev en tant que premier ministre, est également critiqué en Macédoine du Nord.

"Zoran Zaev s'est empressé de signer un accord très asymétrique et défavorable avec la Bulgarie, qui a été conclu et ratifié en coulisses, de sorte que la majorité des citoyens n'en connaissait pas les dispositions", explique Biljana Vankovska, responsable des études de troisième cycle sur la paix et le développement à la faculté de philosophie de Skopje.

Elle pense que la relation entre Skopje et Sofia est brisée.

Les Balkans occidentaux à l'ordre du jour du Conseil européen Aperçu des discussions depuis le traité de Lisbonne

Résumé :

Les Balkans occidentaux figurent régulièrement à l'ordre du jour du Conseil européen depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne en décembre 2009. Trois dimensions - l'élargissement, la lutte contre le terrorisme et les migrations - ont été au centre des discussions des dirigeants de l'UE sur la matière. Cependant, le message a souvent semblé technique et les dirigeants de l'UE ont semblé moins enclins à offrir une vision stratégique des relations futures entre l'UE et les Balkans occidentaux. Le Conseil européen a tenu un débat stratégique sur les Balkans occidentaux, en mars 2017, lorsqu'il a discuté de la détérioration de la situation en matière de sécurité dans la région et est convenu de le maintenir à l'étude. En février 2018, avec sa stratégie pour les Balkans occidentaux, la Commission européenne a envoyé un message politique fort d'ouverture et d'inclusion aux pays de la région. Deux rapports nationaux successifs adoptés en 2018 et 2019 ont reconnu les progrès accomplis par l'Albanie et la Macédoine du Nord et ont recommandé l'ouverture des négociations d'adhésion avec les deux pays. En l'absence d'accord lors du Conseil Affaires générales du 15 octobre 2019, le Conseil européen a été invité à donner son feu vert aux négociations d'adhésion, décision que les dirigeants de l'UE ont reportée au printemps 2020. Dans l'intervalle, la Commission européenne a proposé de nouvelles règles, plus flexibles et dynamiques, sur le processus d'adhésion. Lors de leur réunion par vidéoconférence du 26 mars 2020 consacrée à l'épidémie de COVID-19, les dirigeants de l'UE ont approuvé l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord, comme convenu par le Conseil Affaires générales du 25 mars 2020, conformément à des règles de conditionnalité plus strictes liées aux pays, mais sans mentionner une date pour le début des négociations.

Cliquez [ici](#) pour consulter le rapport complet (*disponible en anglais uniquement*).

Commission parlementaire mixte Union européenne - Macédoine du Nord

La commission parlementaire mixte a tenu sa 17e réunion à Strasbourg les 18 et 19 décembre 2019 sous la coprésidence de M. Andreas SCHIEDER (S&D, Autriche) et de Mme Sonja MIRAKOVSKA (NSDP, République de Macédoine du Nord).

Lors de cette réunion, le Comité a eu un échange de vues avec

- M. Andrej ZERNOVSKI, Vice-Ministre des Affaires étrangères, au nom du gouvernement de Macédoine du Nord,
- M. David CULLEN, chef d'unité pour la Macédoine du Nord, Kosovo, DG NEAR, au nom de la Commission européenne,
- M. Gabriele VISENTIN, chef de la division des affaires parlementaires, au nom du service européen pour l'action extérieure - M. Ilhan KYUCHYUK, le Parlement européen est rapporteur permanent sur la Macédoine du Nord.

La commission parlementaire mixte a procédé à un échange de vues sur les relations entre l'Union européenne et la Macédoine du Nord, sur l'état de droit, les réformes judiciaires et la lutte contre le crime organisé et la corruption, ainsi que sur l'état de préparation du système électoral et les réformes proposées avant élections.

Cliquez [ici](#) pour consulter le rapport complet (*disponible en anglais uniquement*).

Relation entre la Macédoine du Nord et la Grèce²⁹

En juin 2018, la Grèce et la Macédoine du Nord ont conclu l'accord historique de Prespa par lequel la Grèce s'est engagée à lever son veto sur l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'UE et à l'OTAN et cette dernière a accepté de changer son nom constitutionnel de Macédoine à Macédoine du Nord, entre autres dispositions. L'accord a jeté les bases de deux percées en politique étrangère. En mars 2020, la Macédoine du Nord a rejoint l'OTAN. Le même mois, l'UE a accepté de lancer des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord - une étape précoce mais importante dans le processus d'adhésion. La Grèce et la Macédoine du Nord ont surmonté les obstacles nationaux à la mise en œuvre de l'Accord de Prespa, ainsi qu'une prétendue campagne d'influence russe visant à faire dérailler l'élargissement de l'OTAN.

À l'avenir, les membres du Congrès pourraient être intéressés par les efforts visant à renforcer l'état de droit en Macédoine du Nord et à mettre les lois et les institutions du pays en conformité avec les exigences d'adhésion à l'UE.

La situation intérieure de la Macédoine du Nord s'est considérablement stabilisée ces dernières années. Les élections législatives du 15 juillet 2020 ont abouti à un second mandat pour le Premier ministre Zoran Zaev; son premier gouvernement (de mai 2017 à janvier 2020) a négocié l'accord de Prespa avec la Grèce et supervisé les dernières étapes de l'adhésion de la Macédoine du Nord à l'OTAN. Pour l'avenir, les principaux problèmes nationaux sont la lutte contre la corruption et le renforcement de l'état de droit; harmoniser la législation nationale avec celle de l'UE; et l'adoption de réformes pour stimuler le développement économique et réduire la pauvreté, en particulier alors que le pays est aux prises avec la pandémie de coronavirus 2019 (COVID-19).

^{29 29} <https://fas.org/sgp/crs/row/R45739.pdf>

VII La Culture de la Macédoine du nord

Vie quotidienne et coutumes sociales³⁰

En raison de la longue présence des Turcs ottomans dans la région, la cuisine traditionnelle de la Macédoine du Nord n'est pas seulement basée sur les plats balkaniques et méditerranéens, mais également parfumée par les influences turques. Parmi les plats d'origine turque du pays, on trouve le kebapcinja (brochettes de bœuf grillé) et le burek, une pâte feuilletée souvent farcie de fromage, de viande ou d'épinards. Les Macédoniens apprécient également d'autres aliments courants dans les Balkans, notamment le taratur (yaourt avec du concombre râpé) et le baklava. Les spécialités macédoniennes comprennent l'ajvar (une sauce à base de poivrons rouges doux), le tavce gravce (fèves au lard), la shopska salata (une salade combinant des tranches de concombre, des oignons et des tomates avec du fromage blanc à pâte molle) et du selsko meso (côtelettes de porc et champignons en brun). Outre les fêtes religieuses chrétiennes orthodoxes et islamiques, un certain nombre de fêtes liées à l'histoire du pays sont célébrées en Macédoine du Nord, notamment le jour de l'indépendance (8 septembre), jour où les Macédoniens ont voté en 1991 pour l'indépendance de la Yougoslavie fédérée.

Les arts

La culture populaire de la Macédoine du Nord est un mélange fascinant de tradition locale et d'influence importée. La musique folklorique et la danse folklorique sont toujours populaires, et la musique rock et pop est omniprésente. La peinture d'icônes et la sculpture sur bois ont toutes deux une longue histoire en Macédoine du Nord. La réalisation de films en Macédoine du Nord remonte aux efforts des frères Milton et Janaki Manaki au début du XXe siècle et comprend « Before the Rain (1994) », qui a été réalisé par Milcho Manchevski et a été nommé pour un Oscar du meilleur film en langue étrangère.

Institutions culturelles

Situé à Ohrid, le musée national abrite une collection archéologique datant de la préhistoire. Ohrid lui-même est l'un des plus anciens établissements humains d'Europe, et le patrimoine naturel et culturel de la région d'Ohrid a été inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1980. À noter également le musée d'art contemporain de Skopje et le musée de la ville de Skopje.

Dans tout le pays, des festivals annuels sont organisés, notamment le festival de jazz de Skopje, le festival balkanique de chants et danses folkloriques à Ohrid, le festival d'été d'Ohrid et le carnaval d'avant le carême à Strumica. Un festival international de poésie est organisé chaque année dans la station balnéaire de Struga.

Sports et loisirs

Une culture sportive moderne a tardé à se développer en Macédoine du Nord. Après la Seconde Guerre mondiale, le football (soccer) est devenu un sport populaire, encouragé, avec le basket-ball et le volleyball, par les grandes entreprises industrielles, qui souvent alignaient leurs propres équipes. À la fin du 20e et au début du 21e siècle, le tennis a commencé à gagner en popularité dans les grands centres urbains. Les Jeux Olympiques de 1996 à Atlanta, en Géorgie, aux États-Unis, ont marqué les premiers Jeux auxquels la Macédoine était représentée en tant qu'État indépendant.

³⁰ <https://www.britannica.com/place/North-Macedonia/Cultural-life>

Au cours des années 1970, les sports d'hiver ont considérablement gagné en popularité en Macédoine du Nord, car le relief montagneux du pays a facilité la création de plusieurs stations de ski, en particulier dans les montagnes de Šar, et près de Mavrovo et Krushevo. Il existe également des sociétés d'alpinisme actives, entretenant des huttes dans le massif de Babuna au sud de Skopje, dans les montagnes de Šar et sur la montagne de Baba. Les Macédoniens semblent généralement préférer prendre leur air frais et faire de l'exercice sous forme d'alpinisme et de chasse. D'un autre côté, les échecs ont un public large et enthousiaste dans le pays.